



Cahier de Propositions

L'Asie Centrale et la Gouvernance Mondiale

Denise Colonna d'Istria OWEN
Professeur Agrégé

Julie PICARD
Master de Géopolitique

Coordination et supervision : Joseph ROCHER
Relecture et mise en page : Claire BERAUD

Juillet 2009

Introduction.....	3
1- PRESENTATION DES PAYS	6
L'Ouzbékistan	8
Le Turkménistan.....	11
Le Kazakhstan	13
Le Tadjikistan.....	15
Le Kirghizstan.....	17
Conclusions	19
I. La question de l'eau.....	20
II. La question énergétique	27
2- JEUX ET ENJEUX DU « GRAND JEU ».....	28
La Russie, Clef de voûte de la zone	29
Le « jeu » chinois	31
Le « jeu » américain	32
Le « jeu » européen	33
L'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan	35
L'Iran.....	35
La Turquie	36
La crise géorgienne d'août 2008.....	36
Conclusion	38
3- CONCLUSIONS SUR LA « TECTONIQUE » DES ENJEUX GEO- STRATEGIQUES DANS LA REGION	41
La notion de Gouvernance	42
Application de la notion de Gouvernance	45
4- PROPOSITIONS	49

Introduction

La région de l'Asie centrale a longtemps été un 'trou noir' de la diplomatie des grandes nations traditionnelles malgré l'ancienneté de leurs relations avec cette région (on pense notamment à de grandes figures comme Al-Khwarizmi ¹, à Avicenne², mais aussi à la route de la soie, à Marco Polo, dont les récits peuplent notre imaginaire et dont les découvertes ont façonné notre rapport au monde) pendant 10 siècles de contacts par voie terrestre qui furent ensuite relayés par des communications dominantes par les voies maritimes.

Ce n'est guère qu'après le 11 septembre que la communauté euro-atlantique s'est véritablement intéressée à la zone, en particulier parce qu'elle donnait accès, par le biais des bases militaires qu'elle accueillait, au théâtre d'opération d'Afghanistan.

L'augmentation du prix du pétrole et du gaz, associée à la préoccupation montante des pays de l'ouest pour leur sécurité énergétique a fait du développement de l'Asie Centrale et des exportations de sa production un enjeu bien plus important pour l'UE et les US aujourd'hui qu'en 1990.

Si l'actualité récente (crise géorgienne, crise ukrainienne, effondrement des marchés financiers, évolutions brutales du prix du pétrole, chute globale de la croissance et contraction brutale de la demande énergétique y compris de la Chine qui tirait jusqu'à présent le marché, et éruptions de foyers de violence qui menacent les voies d'approvisionnement) porte le feu des projecteurs sur la zone, c'est dès 2003 que le livre blanc de la France en matière de politique énergétique nouait tous les fils de ce dossier : selon les mots de Nicole Fontaine qui en assure la préface, le livre blanc visait à « *concevoir une politique énergétique prenant en compte les évolutions et les réalités économiques, voire les tensions, qui apparaîtront inévitablement au niveau mondial. D'un côté, de l'avis même des compagnies pétrolières, la production de pétrole et de gaz devrait atteindre un plateau d'ici quelques dizaines d'années et se trouver concentrée dans les mains d'un petit nombre d'États dont la stabilité géopolitique pourrait s'avérer incertaine. De l'autre, la croissance économique de géants démographiques comme la Chine et l'Inde entraînera inévitablement à la fois une croissance des consommations, importante mais légitime, et difficilement conciliable avec la stagnation de la production sans conséquences sur les prix, et un accroissement inévitable des émissions de gaz à effet de serre, d'autant plus important que ces deux pays choisiraient de*

1 Muhammad ibn Musa al-Khwarizmi a vécu à Bagdad au 9ème siècle où il a rédigé la partie la plus importante de son oeuvre. Par exemple, il y écrit le Livre de l'Addition et de la Soustraction selon la Méthode de Calcul Hindou, initiant ainsi la tradition des livres d'arithmétique qui conduisirent aux fractions décimales au cours de ce siècle. Le mot "algorithme, pour "al-gorismi" est une altération du nom de l'auteur. Al-Khwarizmi créa aussi le mot "algèbre".

2 Ibn Sîna (Avicenne pour les Occidentaux) naît près de Boukhara (aujourd'hui en Ouzbékistan) d'un père fonctionnaire de l'administration samanide. Du XIe au XVIIe siècle, l'enseignement et la pratique de la médecine musulmane et occidentale sont fondés sur son monumental Canon de la médecine, entièrement traduit par Gérard de Crémone entre 1150 et 1187. Outre la médecine ce philosophe exerça en outre une influence considérable sur la philosophie scolastique néo-aristotélicienne du Moyen Âge chrétien, au travers de sa réflexion sur la distinction entre l'«essence» de l'être et l'existence qui sera exploitée par Thomas d'Aquin.

produire leur électricité à partir du charbon ou du gaz sur le modèle des États Unis ou de l'Allemagne ».

La définition standard de l'Asie Centrale ne recouvre que 5 pays, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. La perspective occidentale a tendance à occulter les caractéristiques singulières de ces pays pour privilégier leur origine commune : ils sont tous issus de l'effondrement de l'ancienne URSS, dont l'auto-implosion, en 1991, provoque indirectement l'indépendance des cinq républiques d'Asie centrale.

Cependant du fait que les Cahiers de Propositions visent à **construire et enrichir une vision actuelle et dynamique de la gouvernance**, cela nous interdit de nous cantonner à cette base géographique stricte.

En effet ces cahiers de la gouvernance mondiale s'inscrivent dans l'objectif central de la Fondation Charles LEOPOLD Mayer pour le progrès de l'homme de « contribuer aux **mutations à long terme de nos sociétés** et d'appuyer l'émergence **d'une communauté mondiale** » ; or la notion même de gouvernance est, dans le monde de 2009, en tension et en élaboration constante dans toutes ses dimensions. L'Asie Centrale au sens strict nous offre d'abord un champ d'observation de choix pour tenter de répondre aux défis contemporains dans cette zone où se croisent toutes les lignes de force de notre époque, mondialisation, fin du bipolarisme, multilatéralisme, insertion dans les organisations internationales, prise de conscience des enjeux supranationaux et de l'importance à donner aux biens mondiaux, impulsions et freins à l'émergence des sociétés civiles, cohésion nationale et droits des minorités, enjeux et limites des processus de démocratisation, nouvelles articulations du public et du privé, imbrications complexes du religieux, de l'ethnique et des pouvoirs, fragilité d'états de droit reposant sur une base légale encore récente ou incomplète.

L'intérêt de la zone est aussi qu'elle est au cœur des grands défis qui dominent la réflexion géopolitique, économique et stratégique d'aujourd'hui: émergence en particulier de la Chine, défis énergétiques, enjeux de sécurité, lutte contre la pauvreté...

Mais sur chacune de ces thématiques, qui constituent les lignes de force de la réflexion, du débat et du positionnement de nos sociétés et de nos gouvernements, l'Asie Centrale est d'une part loin de constituer une entité homogène. D'autre part, elle croise des intérêts parfois divergents qui ne recoupent qu'accessoirement les frontières des cinq républiques, et elle est prise dans un réseau de relations internationales qui la dépasse.

Devant la richesse qu'offre la région pour une réflexion sur la gouvernance, nous avons donc pris le parti de centrer notre réflexion sur les thématiques de l'énergie, et des implications économiques et sécuritaires³ qui s'y rattachent et la thématique de l'eau, et de ses implications sociétales,

3 La dimension sécuritaire reste au cœur de toute réflexion sur la zone puisque ce sont les préoccupations sécuritaires qui ont donné un intérêt stratégique vital à la zone en particulier en termes d'accès au théâtre des opérations afghanes

ethniques, environnementales et de développement durable. Ce faisant, nous serons amenés à élargir notre cadre géographique strict pour aller chercher causes, conséquences, pistes et propositions pour des solutions, aussi loin qu'en Ukraine⁴, en Géorgie⁵ ou en Azerbaïjan, en Chine, en Iran ou en Afghanistan, sans oublier la Turquie ni même peut-être le Tibet.

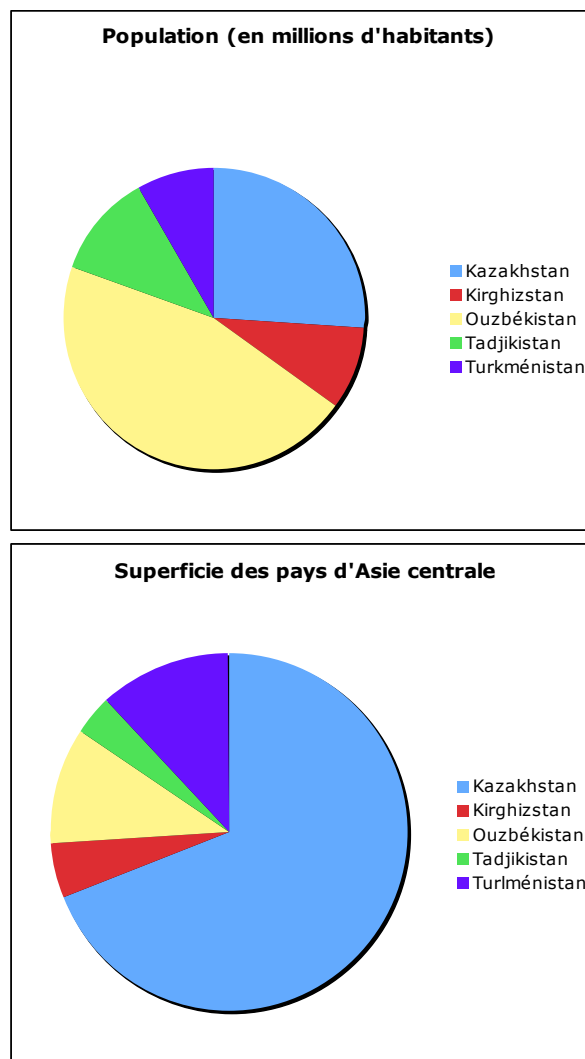
4 Le bras de fer énergétique auquel se livrent Russie et EU par Ukraine interposée depuis le début de 2009 suffit amplement à justifier cet élargissement

5 On ne saurait minimiser non plus le rôle joué par la révolution des tulipes (mars 2005) qui renversa le président Kirghize Askar Akayev, dans la foulée des « révolutions colorées » en Georgie et en Ukraine Voir Mark Beissinger 'the diffusion of the bulldozer/rose/orange/tulip revolutions

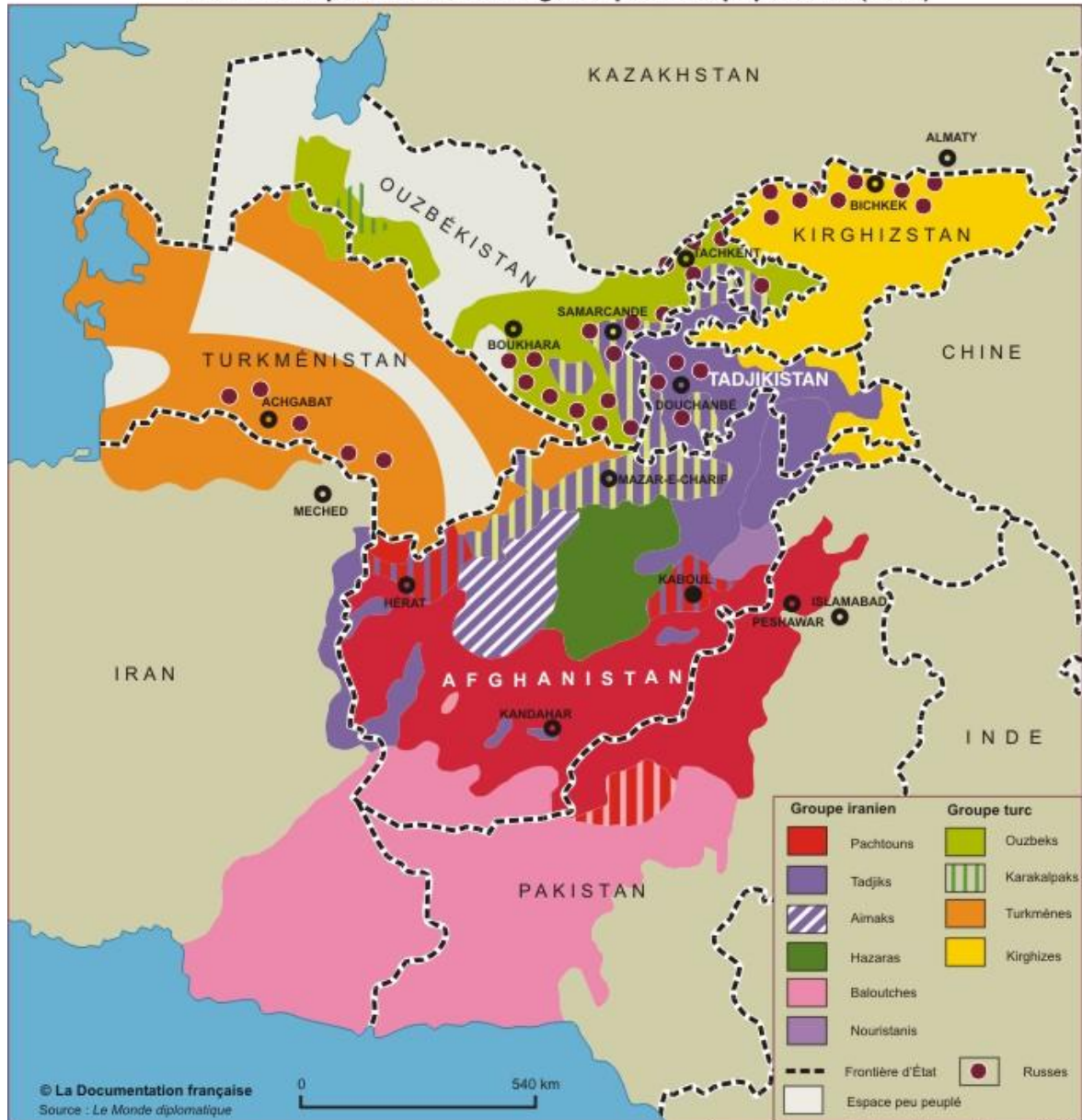
1- PRESENTATION DES PAYS

Faute de passé historique et surtout de construction nationale progressive, ces nouvelles nations, issues de l'effondrement soviétique, se construisent par le haut, par un Etat fort mobilisant différentes légitimités pour s'imposer et imposer une construction nationale à l'ensemble de la population.

Toutefois, on est encore loin d'Etat-nations homogènes. La politique intérieure des 5 Etats est conditionnée par le poids du factionnalisme régionaliste, religieux ou tribal. Les grands clivages politiques ne sont guère idéologiques. Ils sont fondés sur des réseaux de solidarité hérités, articulés sur les régions d'origine des principaux dirigeants, et sur la poursuite d'intérêts souvent tactiques, à court terme, sectoriels, voire népotiques.



ASIE - Composition ethno-linguistique de la population (2002)



L'Ouzbékistan

Pays le plus peuplé de la région, avec 25 millions d'habitants, l'Ouzbékistan se considère comme un pays phare de la région et veut exercer son leadership.

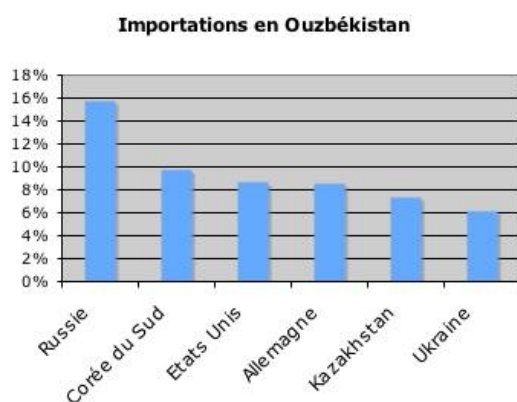
Il détient d'importantes réserves de gaz, de pétrole et d'or et produit beaucoup de coton. A l'indépendance, c'est un pays majoritairement agricole, peu industrialisé et peu ouvert.

Le régime d'Islam Karimov a imposé une dictature personnelle, héritée des traditions soviétique et centre asiatique du pouvoir centralisé, refusant la modernisation économique et ne laissant place à aucune réforme démocratique des institutions pendant les 10 premières années.

Depuis l'indépendance, deux axes économiques sont suivis : le démantèlement de l'économie planifiée et le renforcement de l'autosuffisance par une politique de substitution aux importations. L'Ouzbékistan parvient à l'autosuffisance en matière de céréales et d'hydrocarbures (sa production pétrolière a été multipliée par trois en huit ans).

Le système dépend des recettes à l'exportation, toute chute des prix à l'exportation ampute le budget de plusieurs centaines de millions de dollars. La crise actuelle rend donc l'Ouzbékistan particulièrement vulnérable.

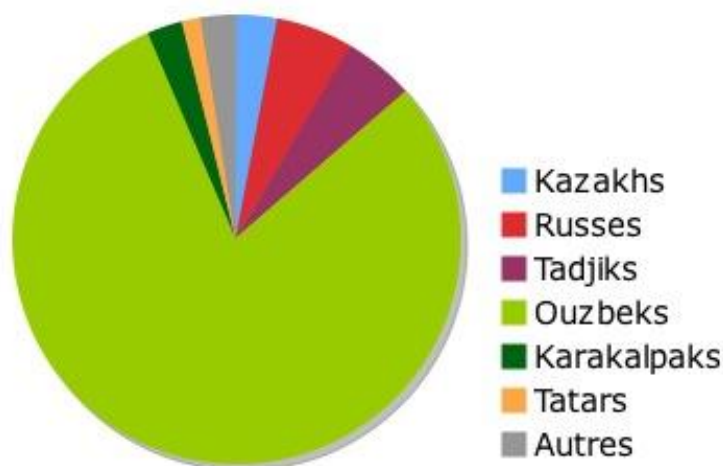
Les investissements directs étrangers sont faibles (moins d'un milliard de dollars depuis 1991) du fait, principalement, de la non convertibilité monétaire.



Contrairement à d'autres pays d'Asie centrale,

la notion de service public et de lien social est relativement présente en Ouzbékistan, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé, fournis gratuitement à une majorité de la population, dans la tradition soviétique.

Ouzbékistan (composition ethnique)



La population est constituée à 80% d'Ouzbeks. Après la guerre contre le Tadjikistan en 1992, Karimov interdit la création de partis politiques sur la base de critères religieux ou ethniques et une nouvelle identité nationale se construit sur la laïcité. La politique est répressive et remplit les prisons de jeunes, radicalisés et potentiellement sous l'emprise islamiste.

La menace extérieure est une priorité, notamment l'extrémisme islamiste et ses réseaux, basés en Afghanistan et au Pakistan. L'Ouzbékistan s'est affilié à de nombreuses organisations internationales parfois peu « compatibles » : il est membre de l'OSCE, mais aussi de l'Organisation de Coopération Economique⁶, de l'Organisation de la Conférence Islamique⁷ et du Partenariat pour la paix de l'OTAN, mais il a refusé d'être dans les coopérations inter étatiques hormis l'Organisation de coopération de Shanghai. Il veut prouver qu'il est un partenaire indispensable pour la sécurité de la zone, et privilégie les relations bilatérales.

Avec ses voisins, l'Ouzbékistan a des relations d'opposition : il tente d'imposer sa domination en tirant profit des faiblesses des pays alentours : il a ainsi fermé et miné la frontière avec le Tadjikistan, enclavant le nord de ce pays périodiquement.

De même, le dialogue s'est durci avec le Kirghizstan, à propos de la vallée de Ferghana, où l'Ouzbékistan aimerait assurer la continuité de son territoire en obtenant l'établissement de corridors avec les enclaves.

Quant aux relations extérieures, le retour de l'Ouzbékistan sur la scène internationale se fait à travers le souhait de s'allier aux occidentaux dans la lutte anti-terrorisme, alertant l'ONU sur les conséquences de la guerre au Tadjikistan, ne cessant de marteler un discours sécuritaire.

⁶ Créée en 85 par L'Iran, le Pakistan et la Turquie, l'OCE s'est augmentée de 7 nouveaux membres en 92 et regroupe aujourd'hui: Islamic State of Afghanistan, Azerbaijan Republic, Islamic Republic of Iran, Republic of Kazakhstan, Kyrgyz Republic, Islamic Republic of Pakistan, Republic of Tajikistan, Republic of Turkey, Turkmenistan and Republic of Uzbekistan

⁷ OIC ; 57 membres. La Russie est membre observateur depuis 2005

Après le 11 septembre, l'Ouzbékistan élargit sa coopération avec les Etats Unis, en accueillant la base de Kharchi-Khanabad, ce qui ne manque pas d'inquiéter Moscou. Pour contrer cette ouverture, le Kremlin offrira par la suite à Karimov un « parapluie diplomatique » face aux critiques occidentales de la répression d'Andijan de mai 2005, qui causera la mort de centaines de civils.

Dès 2003, le rapprochement avec la Russie se fait sentir sur tous les plans, notamment aux travers d'une rencontre entre Karimov et Poutine à Samarcande.

Partant de là, Gazprom est favorisé par l'Ouzbékistan, un accord de partenariat entre les forces aériennes russes et ouzbèques est signé et les troupes américaines doivent quitter la base occupée. L'accord de défense mutuelle avec la Russie en 2005 est primordial, puisque une attaque contre l'une des deux parties équivaut à une agression contre les deux pays. Malgré cela, la diplomatie ouzbèque s'efforce de rester autonome, se laissant d'autres choix comme Islamabad, New Delhi ou Pékin.

Le Turkménistan

Le Turkménistan est la république d'Asie centrale qui souffre de l'image la plus négative auprès de la communauté internationale, notamment par les dérives autoritaires du pouvoir exercé par son ancien président Saparmourad Niazov, mort en 2006, mais dont le successeur Gourbangouly Berdymoukhammedov poursuit la politique.

Niazov a empêché le développement d'une opposition structurée mais s'est efforcé de rechercher le consensus social en exaltant de nouvelles valeurs patriotiques fondées sur la « turkménité » linguistique et ethnique, donc transfrontalière et susceptible de toucher près de deux millions de Turkmènes en Iran, en Turquie et en Afghanistan.

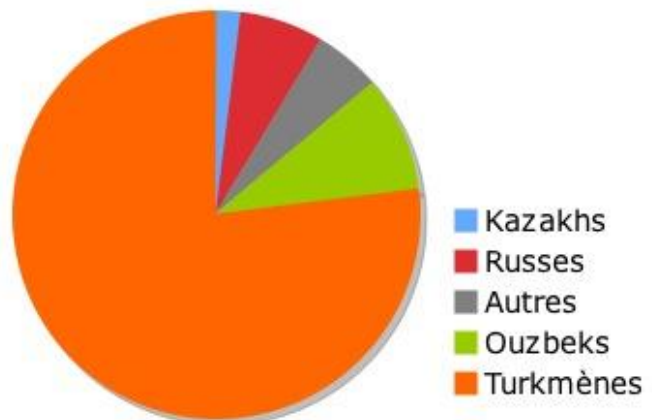
Avec 6, 7% de Russes, le Turkménistan a cherché à maintenir de bonnes relations avec la Fédération de Russie dont dépend l'essentiel de ses exportations ou de leur transit.

Pendant longtemps, c'est la seule République ex-soviétique à avoir accepté la double citoyenneté pour ses ressortissants russes et à avoir concédé à la minorité orthodoxe une reconnaissance officielle.

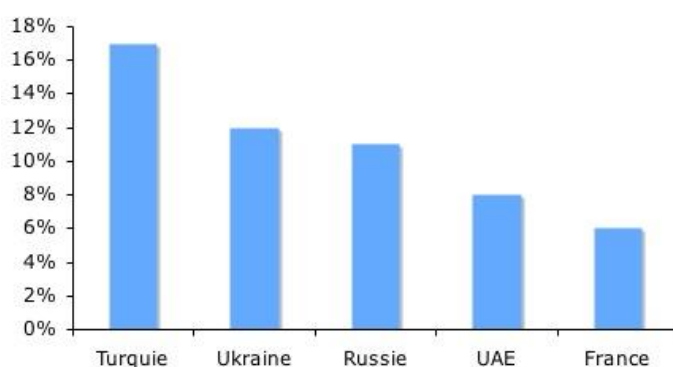
La population est assez homogène, 77% sont turkmènes, ce qui favorise une certaine stabilité. La politique se veut nationaliste: les mariages mixtes sont découragés, l'emploi du russe également, les visas très difficilement délivrés.

En ce qui concerne son approvisionnement en eau, le Turkménistan est fragilisé par une situation d'enclavement et de dépendance par rapport aux pays en amont. C'est le pays le plus fermé à toute évolution. Le système de l'actuel président s'inscrit dans la tradition soviétique et stalinienne d'autoritarisme. Le président a le pouvoir absolu et exerce les fonctions du Premier Ministre et du

Turkménistan
(composition ethnique)



**Partenaires du Turkménistan
à l'importation**



Chef de l'Etat, contrôle directement l'administration, la banque centrale et le pouvoir judiciaire, ce qui a conduit une partie des élites à fuir le pays.

La question des droits de l'homme est plus que préoccupante : aucune

organisation locale ou internationale n'est autorisée à travailler sur ce thème; les libertés civiles sont quasi nulles, la presse et les partis politiques indépendants inexistants.

A l'époque soviétique, le Turkménistan, deuxième producteur de l'Union, voyait son rôle cantonné à l'acheminement du gaz. La spécialisation économique a peu évolué et le pays compte toujours sur le gaz pour exister ; la transition a essentiellement provoqué une chute de la production et une hausse de la pauvreté.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont très faibles, ce qui renforce la dépendance aux ressources gazières, qui représentent 80% des exportations totales.

Pour l'acheminement d'hydrocarbures, la Russie reste incontournable : autrefois comme aujourd'hui seulement 10% des exportations, qui passent par l'Iran, lui échappent.

Le statut de neutralité du pays depuis 1995 lui permet de vendre son gaz au plus offrant sans considération politique. Il entretient de bonnes relations avec les pays utiles à son économie tels que la Turquie, premier débouché pour son gaz, ou l'Iran, pour le transit des exportations.

Son souci majeur est de s'émanciper de la Russie, en s'assurant une diversité de débouché.

C'est dans cette perspective qu'à été signé en 2006 un accord avec la Chine, prévoyant la construction d'un gazoduc entre les deux pays avec ouverture en 2009. Gazprom ayant besoin du gaz turkmène pour faire face à ses obligations, le Turkménistan en a profité pour augmenter sensiblement le prix de son gaz, ce que le monopole russe a fini par accepter, mais que la crise pourrait bien remettre en cause.

Enfin, un projet de gazoduc, le TAP, soutenu par Washington, reliant les gisements turkmènes aux marchés indiens et pakistanais en passant par l'Afghanistan, pourrait être une route de plus sans passer par la Russie.

Plus de 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, mais l'électricité, l'eau et le gaz sont gratuits, ce qui renforce le gaspillage. La consommation de gaz est en constante augmentation et le pays détient le record mondial d'inefficacité énergétique. L'eau est également gaspillée dans l'agriculture alors que le pays reste quasi désertique.

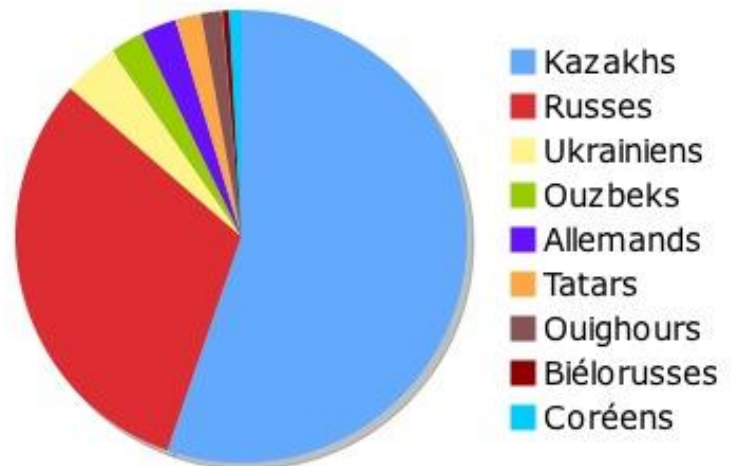
Le Kazakhstan

Avec 2 717 300 km² et 14 millions d'habitants, le Kazakhstan est l'état le plus vaste et le plus occidentalisé des cinq pays d'Asie centrale.

La population russe y est la plus importante (6 millions à l'indépendance), et malgré l'insatisfaction d'une partie de la population qui se mobilise pour défendre ses droits, le Kazakhstan ne connaît pas de mouvements ou de régions séparatistes.

Le pouvoir paraît avoir maintenu la paix civile, même si des tensions inter ethniques réelles existent. Le pouvoir est de plus en plus centralisé dans les mains du président Nazarbaev.

Kazakhstan
(composition ethnique)

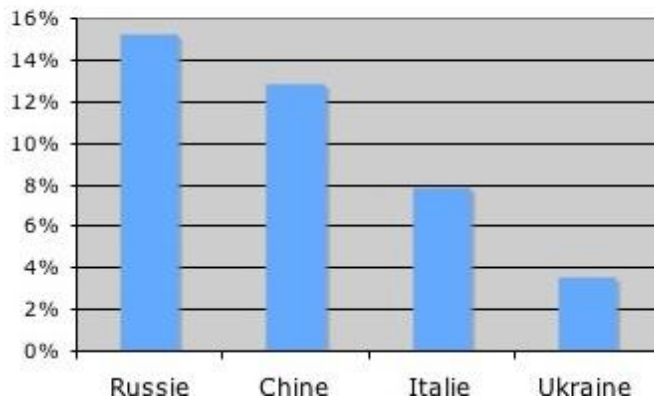


Un pouvoir présidentiel fort a été choisi pour stabiliser le pays, avec une privatisation de l'Etat, un monopole quasi familial dans tous les domaines du secteur public, un contrôle des élections et peu d'indépendance de la justice.

Sous l'URSS, le Kazakhstan était le fournisseur de matières premières et de produits agricoles en échange de biens d'équipement, de machines et de produits pétroliers raffinés. Depuis, le Kazakhstan a voulu définir son propre modèle de développement, comme tous les pays en transition, avec une privatisation des PME, une libéralisation des prix, l'ouverture du commerce extérieur, la volonté de favoriser les investissements à l'étranger et l'introduction d'une monnaie nationale.

Les inégalités sont fortes, notamment entre faibles salaires de l'industrie et hauts revenus tirés des hydrocarbures. Les zones rurales se paupérissent, les pénuries sont récurrentes et les services publics de moins en moins assurés.

Principaux partenaires du Kazakhstan à l'exportation



L'atout essentiel du Kazakhstan est constitué par ses réserves en hydrocarbures. Le commerce avec la Russie a augmenté de 216% entre 2001 et 2005 pour atteindre presque 10 milliards de dollars, c'est à dire 1/5 des échanges totaux du pays qui est ainsi le premier partenaire de la Russie dans la région.

En 2001, les deux pays signent un accord sur la création de sociétés à capital mixte liant Gazprom et les compagnies de développement des

ressources gazières.

Le BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) doublé par le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum permet au pétrole du Kazakhstan d'être acheminé, sans transiter par le territoire russe, vers les marchés occidentaux ou directement vers la Chine.

Le Kazakhstan, dernier pays à avoir accédé à l'indépendance, a toujours affirmé sa volonté d'une sécurité collective des Etats de la CEI. Il est le dernier à créer sa propre armée et le premier à se remettre sous la protection de la Russie. Il professe sa foi dans les accords multilatéraux et prône un maintien des liens avec les pays de la CEI, malgré des tensions avec l'Ouzbékistan.

Il essaie également de maintenir des bonnes relations avec les Etats Unis et la Chine, en se joignant au partenariat pour la paix avec l'OTAN en 1995.

Depuis le 11 septembre, la coopération avec les Etats Unis s'est renforcée, notamment à travers un accord pour l'utilisation de la base aérienne d'Almaty par les américains et une déclaration de partenariat énergétique en 2001.

En parallèle, le Kazakhstan signe le 5 juin 2002 un accord pour le transit à long terme via le territoire russe de 45 millions de tonnes de pétrole par an. Il règle, avec la Russie, la question de la mer Caspienne par un accord qui délimite les fonds sous marins.

Le Tadjikistan

Après l'indépendance, en 1992, le Tadjikistan, pays le plus pauvre de la CEI, plonge dans une guerre civile sanglante qui fera officiellement 60 000 morts. Les factions régionalistes imposent un climat de terreur. Les négociations s'engagent en 1994 entre les deux parties en conflit, le régime d'Emomali Rahmonov soutenu par la Russie et l'Opposition Islamique Unifiée (OIU), réunie autour d'un mouvement fondamentaliste et nationaliste, le Parti de la renaissance islamique (PRI), pour aboutir à un accord de paix le 27 juin 1997.

Depuis la guerre civile, les identités régionalistes s'affirment par opposition à un sentiment national faible. Les Tadjiks sont majoritairement de religion musulmane (sunnites) et parlent la langue tadjike, mais le territoire est loin d'être homogène, avec des populations non persanophones, non sunnites et non musulmanes, avec, en particulier une large communauté ouzbèke.

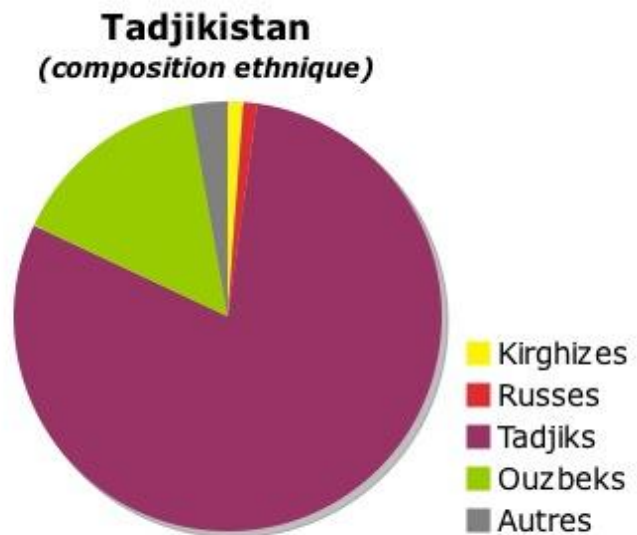
Le retour à la paix devait homogénéiser le pouvoir des factions régionalistes autour d'un gouvernement de coalition, mais les élites locales qui dominent les factions n'ont pas toujours les mêmes intérêts que ceux de l'Etat, qui ne parvient pas à ramener une unité nationale, ni à incarner l'autorité.

La plupart des opposants ont du quitter le pays pour échapper à la répression (en Russie pour une part, ou en Afghanistan où ils se sont radicalisés).

La sécurité aux frontières est un problème majeur, principalement avec l'Afghanistan, où les incursions des groupes islamistes et des trafiquants d'armes et de drogues sont fréquentes.

Au Nord, les rivalités existent avec l'Ouzbékistan qui l'accuse de laisser pénétrer des combattants islamistes et mine les frontières. Le pouvoir tente de se réorganiser peu à peu, en centralisant les institutions politiques. Le président est à la fois chef de l'état et du gouvernement.

Economiquement, la transition est difficile, le pays compte 33% de chômeurs, un salaire moyen évalué à 8,3\$ par mois, le plus bas de toute l'Asie Centrale, et se range au 110^e rang parmi les 174 pays les plus pauvres du monde.



Le Tadjikistan est pourtant riche en ressources minérales (charbon, pierres précieuses, cuivre, plomb, or, argent...), mais leur exploitation est coûteuse et défavorisée par l'enclavement. Il parvient malgré tout à satisfaire 50% de ses besoins énergétiques grâce aux ressources hydroélectriques, mais il est entièrement dépendant de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Turkménistan pour son approvisionnement en combustibles.

L'aluminium demeure le principal produit d'exportation du pays. Même si 93% du territoire est constitué de montagnes, c'est l'agriculture, et en particulier la production de coton, qui domine l'économie, malgré des systèmes d'irrigation et de distribution d'eau en état de délabrement. La plupart des échanges se font avec la Russie dans le cadre de la CEI, (30% des revenus proviennent de l'exportation en 2000). Le rôle de la Russie est accru par l'importance de la diaspora tadjik qui commerce avec le pays. L'instabilité politique empêche la venue d'investisseurs étrangers.

La Russie compte beaucoup sur sa présence au Tadjikistan pour confirmer sa place en Asie Centrale et dans le nouveau « grand jeu » avec les Etats Unis.

La sécurité nationale est assurée par la présence militaire russe, qui dans le cadre d'une mission de maintien de l'ordre, fournit 5000 soldats uniquement envoyés pour surveiller la frontière avec l'Afghanistan.

Le Tadjikistan entretient également des relations bilatérales avec la Chine pour lutter contre le séparatisme ethnique, le fondamentalisme et le terrorisme religieux, qui sont les maux que craint le plus le pays.

Il a également rejoint l'Organisation de coopération de Shanghai afin de renforcer sa stabilité régionale et sa politique commune de défense.

Les relations avec la Russie se renforcent en même temps que les Etats Unis cherchent un allié dans la région: l'incapacité de l'Etat Tadjik à démanteler les réseaux de crime organisé, à déloger les réseaux de groupes islamistes armés sert de justification à la Russie pour garder ce point d'appui dans la région.

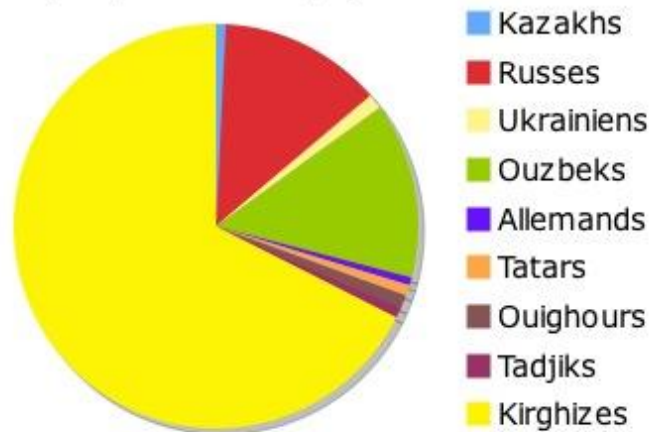
Le Kirghizstan

Le Kirghizstan est un petit pays (198 500 km²) montagneux à 90% qui peine à sortir du modèle soviétique. Dès 1991, Askar Akaev s'engage à promouvoir les principes démocratiques et le Kirghizstan apparaît alors aux yeux des occidentaux comme un allié de confiance dans la région.

Mais très vite, le pays, géographiquement séparé, se divise politiquement, entre un Nord urbanisé, russifié et un Sud rural et islamisé.

Sans ressource en hydrocarbure, le Kirghizstan importe plus de 90% de sa consommation de gaz et de pétrole; seulement 7% des terres sont cultivables. La principale ressource, en plus du mercure, reste l'or, avec le gisement de Loumtor, et l'eau, largement considérée par la population comme la plus grande richesse de la nation.

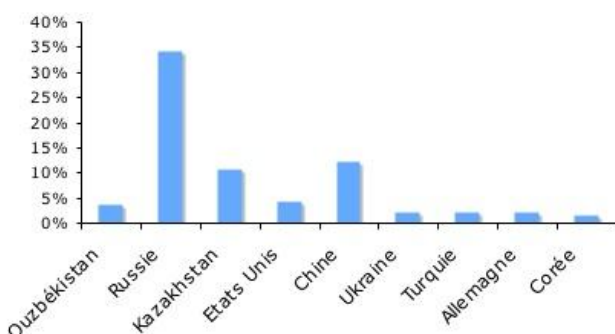
Kirghizstan
(composition ethnique)



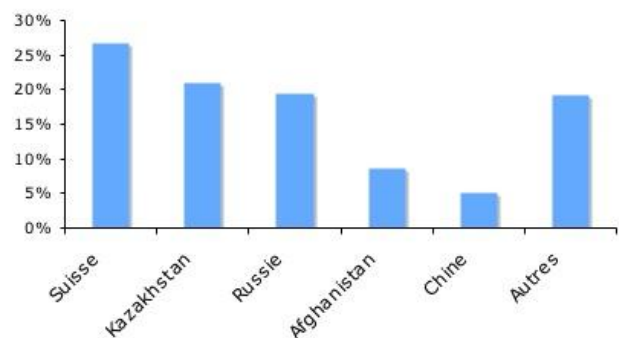
Premier pays de la CEI admis à l'OMC en 1998, le Kirghizstan a bénéficié massivement de l'aide internationale et d'un prêt de transformation systémique du FMI. En 1999, il est le pays pilote de la CEI pour le Cadre de Développement Global de la Banque Mondiale.

Aujourd'hui, les institutions internationales jettent un regard contrasté sur les transformations réelles de la société kirghize : l'Etat se désengage dans les sphères du social et de l'éducation ; le président est de plus en plus discrédité aux yeux de la population, et le système judiciaire largement dépendant du pouvoir politique. Les organisations islamiques et chrétiennes sont surveillées, par crainte du prosélytisme.

Structure des importations au Kirghizstan



Structure des exportations au Kirghizstan



La balance commerciale du Kirghizstan est déséquilibrée par les fortes importations d'énergie ; sa dépendance est multiple, vis à vis de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan. Ces derniers coupent régulièrement les livraisons du gaz pour arriérés de paiement. Le Kirghizstan réplique par des lâchers d'eau fréquents.

Face à la crise économique et sociale, conséquence de la politique économique choisie, l'eau sera-t-elle dans l'avenir un atout suffisant pour que le Kirghizstan tire son épingle du jeu ?

Le Kirghizstan fait figure de « petit poucet » face à ses voisins russes et chinois, et par rapport à l'Ouzbékistan qui a des prétentions à devenir leader régional.

La vallée du Ferghana représente un exemple local du difficile tracé des frontières depuis la chute de l'URSS, car trois enclaves ouzbèques ont été créées en territoire kirghize.

L'enclavement géographique impose de lourdes contraintes au Kirghizstan, qui ne semble pourtant pas obéir à une stratégie bien définie : L'ouverture occidentale, accélérée depuis le 11 septembre, a introduit 2000 militaires américains (aéroport de Manas) pour mener des opérations en Afghanistan. Le retournement est aujourd'hui total, puisque les américains ont dû évacuer leur base, tandis qu'une importante base Russe est, elle, maintenue.

Simultanément, un enjeu majeur se joue avec la Chine, à laquelle le Kirghizstan accepte de céder 125 000 hectares en échange d'une assistance militaire et d'un développement de nouveaux réseaux routiers par les chinois. Certains députés s'y sont opposés, accusant le président de brader les intérêts nationaux et arguant que la Chine aurait la possibilité de maîtriser des ressources en eau capitale pour l'avenir de la région. La question ne semble toujours pas réglée.

Membre de l'OSCE et du Partenariat pour la paix de l'OTAN, le Kirghizstan a établi également des coopérations bilatérales avec les Etats-Unis, la Turquie et la Chine.

Conclusions

Après cette présentation rapide des cinq républiques de la zone, plusieurs constats s'imposent :

- Il y a véritablement un enclavement des républiques centrasiatiques « prises en tenaille » dans le jeu de puissances des pays avoisinants (Chine, Russie, Afghanistan, Iran, Inde, Turquie) et plus lointains (USA, EU).
- La mer Caspienne, centre névralgique de la géopolitique centrasiatique, s'affirme comme **bassin international d'énergies mondiales**. Mer enclavée, elle est une zone d'influence des intérêts étrangers comme riverains et voisins de la Caspienne. Il y a là un véritable paradoxe de la région qui se présente simultanément comme pivot énergétique et région enclavée.
- Le paradoxe est redoublé dans la mesure où cette région enclavée est en réalité la voie d'accès aux opérations menées par la communauté internationale en Afghanistan.
- Certaines républiques, Ouzbékistan et Kazakhstan sont consommatrices de la ressource en eau, en particulier pour leur agriculture. D'autres, Tadjikistan et Kirghizstan, ont le contrôle de la ressource.
- Ouzbékistan, Kazakhstan et Turkménistan voient leur économie fortement axée sur la production, le transit et l'exportation d'hydrocarbures.
- Kirghizstan et Tadjikistan sont en amont dans la ressource en eau et en contrôlent donc le flux, mais n'ont pas d'hydrocarbures.
- Les cinq républiques, qui appartiennent au même bassin orographique sont fortement interconnectées pour ce qui touche à l'environnement, mais de nombreuses tensions (religieuses, sécuritaires, nationalistes, économiques...) traversent la zone, avec souvent l'Ouzbékistan au cœur des affrontements (avec le Kirghizstan (Fergana), avec le Tadjikistan (islamistes et problèmes sécuritaires), avec le Turkménistan (importante minorité ouzbèke))
- La société civile pèse peu dans les décisions économiques et dans la définition des stratégies et politiques dans des systèmes politiques autoritaires et personnels.
- Chacune des républiques s'efforce de se détacher de la tutelle qu'exerçait la Russie avant l'indépendance, mais peine à se dégager de la spécialisation économique qui lui avait été imposée.
- L'émergence de la Chine remodèle les fragiles équilibres de la région, et écartèle, contre leur vœu, les pays de la zone. La montée en puissance de l'organisation de Shanghai en est un signe.
- Le poids de la tutelle historique russe est encore très fort, en particulier à cause d'importantes communautés russes qui sont restées dans les républiques d'Asie Centrale après l'indépendance.

- La situation en Afghanistan introduit le facteur supplémentaire de la présence américaine et de ses intérêts dans la zone.

I. *La question de l'eau*

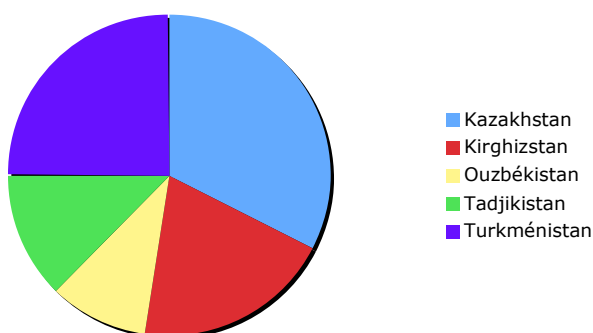
L'identité de l'Asie Centrale a toujours été liée à l'eau, et c'est d'un point de vue interne à la zone que nous aborderons ce thème. En effet, le territoire de la région est délimité par deux fleuves: l'Oxus (Amu Darya) et l'Iaxarte (Syr-Darya). Et le premier terme utilisé durant l'Antiquité pour désigner cet espace géographique fut l'expression grecque 'Transoxiane'. Terme qui s'applique aux territoires situés 'au-delà de l'Oxus'.

Ces deux fleuves forment donc à l'origine des frontières géographiques, culturelles et politiques qui séparent l'Asie centrale du reste du monde, auquel elle était, cependant, reliée par la route de la Soie.

L'Amu Darya marquait la frontière avec [l'Afghanistan](#) gouverné par les talibans.

L'eau et son exploitation en Asie centrale, forment paradigme et caricature des problèmes de l'eau dans le monde. Les grands barrages en sont l'illustration majeure, spectaculaire, et le défaut de la cuirasse. L'eau constitue en interne à la zone un enjeu géopolitique de première importance.

**Quantité de ressource en eau disponible
en m3, par habitant et par an**



Formant un seul bassin orographique, l'Asie Centrale se situe en zone aride, à la même latitude que les grands déserts, chauds et froids, depuis le Sahara jusqu'au nord de la Chine. Les 4 millions de km² de l'Asie centrale sont formés de steppes et la zone ne compte que 55 millions d'habitants.

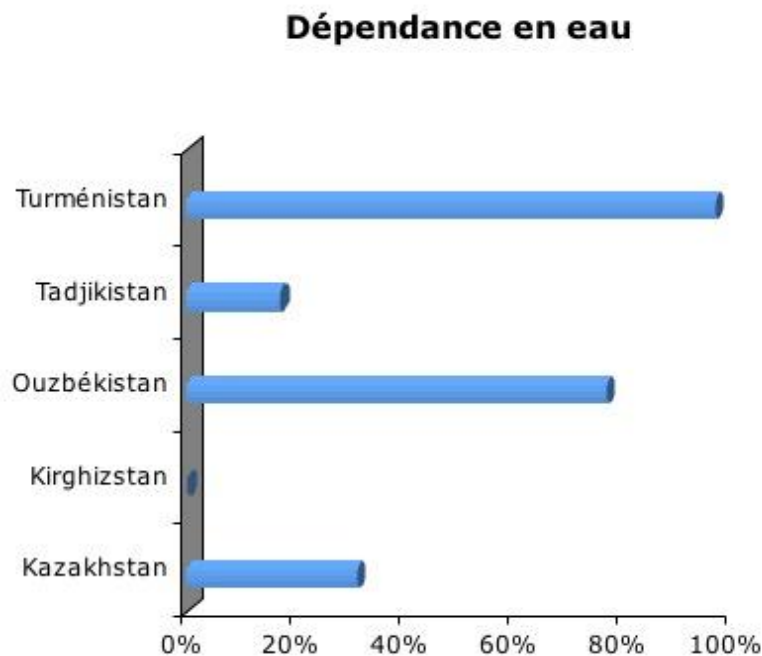
Ce positionnement au pied des montagnes favorise l'alimentation des cours d'eau qui y descendent, surtout en été avec la fonte des neiges.

Les flux parviennent cependant difficilement jusqu'à la mer d'Aral, car ils sont aspirés par une intense irrigation nécessitée par la culture du coton.

Le niveau de la Caspienne, lui aussi baisse dangereusement. L'Amu Darya, long de 2400 km, s'étend du Pamir (Tadjikistan, Kirghizstan, Afghanistan) à la mer d'Aral, en traversant le désert de Karakoum. Elle coule à travers le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Le Tadjikistan contrôle 80% de son débit, ce qui lui confère une place stratégique importante.

Le Syr Darya, long de 2500 km, prend sa source au Kirghizstan, puis coule en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kazakhstan avant de rejoindre également la mer d'Aral. Dans ce cas, le Kirghizstan contrôle 74% du débit.

On ne peut pas dire que cette zone manque d'eau, le problème vient de la surexploitation des ressources, en grande partie liée au développement d'une agriculture intensive pour la culture du coton, initiée sous l'aire soviétique.



Les tensions principales proviennent des écarts pour la consommation d'eau : les républiques qui consomment le plus pour leur agriculture (Ouzbékistan surtout et Kazakhstan) ne sont pas celles qui détiennent la ressource (Tadjikistan et Kirghizstan) : Le Kirghizstan et le Tadjikistan, qui sont les deux pays en amont, respectivement du Syr Daria et de l'Amu Darya, ne prélèvent à eux deux, que 16% de l'eau totale consommée.

C'est en aval que la consommation est la plus importante, avec notamment l'Ouzbékistan qui prélève plus de 52% du débit total, et le Turkménistan avec 20%, même s'il ne fait pas réellement partie du bassin d'Aral. Le Kazakhstan, enfin, prélève 10% du flux global. En amont, l'eau est utilisée pour la production d'hydroélectricité, tandis qu'en aval, c'est à l'irrigation des cultures qu'elle est destinée.

L'exemple du barrage de Nurek est édifiant et résume l'ensemble des aspects de cette question complexe :

Le barrage de Nurek

Le Tadjikistan, qui contrôle l'essentiel du débit de l'Amu Darya, était, dans la politique de répartition des tâches de l'URSS, avant les découvertes pétrolières, l'un des plus importants fournisseurs énergétiques.

Il possède des installations importantes tel le barrage de Nurek qui, depuis un demi-siècle, constitue la principale ressource économique : la digue, de 300 mètres de haut et de 1500 mètres à la base est une des plus hautes du monde. Derrière la digue, s'étend un immense lac de retenue qui connaît des difficultés à se remplir à cause de la faiblesse des précipitations. La principale usine hydroélectrique du complexe doit produire à pleine puissance, grâce à ses neuf turbines, 3 milliards de KW, soit l'équivalent de deux tranches de centrale nucléaires, et cela sans compter les barrages secondaires qui produisent 700 millions de watts.

Le Tadjikistan pourrait donc être indépendant du point de vue énergétique et pourrait développer l'exportation vers l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan et l'Inde.

Mais l'outil a été créé pour alimenter une usine de production d'aluminium (Tadaz) dont la production est de 380 000 tonnes, ainsi et surtout que pour les champs de coton, dont l'exportation doit rapporter 400 millions de dollars par an.

Finalement, le barrage ne couvre pas les besoins des populations, même dans la capitale, Dushanbé, où des coupures de courant se produisent quotidiennement.

La culture du coton a subi de plein fouet les conséquences de l'effondrement de l'URSS, en accédant à l'indépendance et au commerce international. Même si le savoir faire est d'un haut niveau et les techniques parfois innovantes et écologiques, les gigantesques infrastructures conçues pour permettre l'irrigation manquent d'entretien.

La plupart du temps, la culture du coton est gérée par l'Etat, notamment en Ouzbékistan, principal producteur de la région. Les organismes publics continuent à fixer des contingents de production, des prix, et à contrôler les exportations, et la filière est en déconfiture avec l'émergence de la Chine.

En contrepoint de l'exemple du barrage de Nurek, le désastre de la mer d'Aral est un autre point d'ancrage éclairant pour notre réflexion :

Le désastre de la mer d'Aral

L'essentiel de l'alimentation en eau de la mer d'Aral est effectuée par l'Amou Darya et le Syr Darya. Le premier a un débit puissant, environ 1850m³/sec, mais il est largement réduit par l'importance du captage d'irrigation mais aussi par la déviation d'une partie des eaux dans le canal du Karakoum, liant le fleuve à la mer Caspienne. De même le Syr Darya, amoindri par le captage des eaux, est quasiment à sec à son embouchure avec la mer d'Aral. Autour de la mer d'Aral, deux villes portuaires jouent le rôle de centres économiques et de foyers de populations : Mouïnak en Ouzbékistan et Aralsk au Kazakhstan. Cette mer poissonneuse permettait naguère d'exporter du poisson dans toute l'ex URSS et la circulation maritime y était intense.

La surexploitation des terres irriguées pour la culture du coton a provoqué une véritable tragédie humaine et environnementale. La culture du coton par irrigation est traditionnelle, viable dans la mesure où l'irrigation est gérée de manière proportionnelle aux ressources. Dès lors que l'Asie centrale est devenue fournisseur de matières premières et plaque tournante de la production russe, elle est devenue le 4^e producteur mondial de coton et la mer d'Aral et ses affluents ont été mis en exploitation comme si ils étaient inépuisables ; les canaux prélèvent 60 % du débit des deux fleuves, jusqu'à arriver à la « rupture de l'équilibre hydrique établi » dans le bassin d'Aral.

Quatrième plus grand lac du monde, d'une surface de plus de 60.000 km² dans le début des années 1950, cette mer se retrouve divisée en deux parties dès 1987, avec la 'Bolshoi Aral' au sud et la 'Malgi Aral' au nord. Selon de récentes estimations, sa surface a diminué de moitié et représente 33 500 km². Le volume d'eau a baissé de plus de 75% depuis 1960. Le niveau de la mer est tombé de plus de 15 mètres et le taux de salinité a triplé depuis 1950. Il atteint maintenant 30 g/l.

La faible efficacité de l'irrigation, due au non revêtement des canaux et à un mauvais réseau de drainage a conduit à l'engorgement et à la salinisation des sols sur 40% des terres irriguées⁸.

A ceci s'ajoute une pollution des eaux de surfaces et des nappes phréatiques par l'emploi excessif de pesticides et d'engrais, détruisant les écosystèmes.

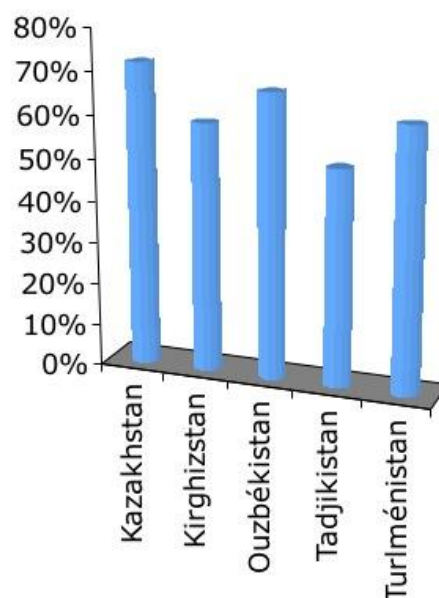
Les conséquences du désastre de la mer d'Aral sont tragiques pour l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, principaux consommateurs d'eau des deux affluents, ainsi que pour des communautés de pêcheurs sans travail. Il n'existe plus de pêche commerciale et l'économie locale est dévastée. La principale ville de cette région, Aralsk, qui fut autrefois un port important, se retrouve à plus de 100 km de la mer existante.

8 En s'asséchant partiellement, la mer d'Aral a laissé à ciel ouvert 36 000 km² de fonds marins, recouverts de sels que le vent emporte très loin et dépose sur des milliers d'hectares de terres arables

Les conséquences sur la santé sont encore plus inquiétantes. Ainsi on observe une augmentation inexplicable du niveau des cancers de la gorge, mais aussi des maladies des reins et du foie, l'arthrite, les bronchites chroniques, la typhoïde et l'hépatite A. Désormais, le lit de la mer d'Aral est en grande partie à découvert ; les nombreuses tempêtes balayant la région emportent ainsi de 15 à 75 millions de tonnes de sable chargé de pesticides sur 250 km à la ronde. Cinq millions de personnes sont touchés par cette pollution. L'eau potable, en plus d'être saline, est polluée du fait d'une forte teneur en métaux tels que le strontium, le zinc et le manganèse. Elle contient quatre fois plus de sel que la limite recommandée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), d'où la multiplication des maladies rénales, des diarrhées et autres affections graves comme le cancer de l'œsophage. La tuberculose y a atteint des proportions endémiques : dans certaines villes, on dénombre 400 cas pour 100 000 habitants. En outre, 90 % des femmes souffrent d'anémie et la mortalité infantile y est quatre fois supérieure à la moyenne des pays de la CEI (Communauté des Etats Indépendants) et, à titre de comparaison, sept fois supérieure à celle des Etats-Unis,

La gestion désastreuse de l'eau a aussi une influence néfaste sur le climat de toute la région : la mer d'Aral fonctionnait comme un 'thermostat climatologique' pour toute la région. Au fur et à mesure que la mer disparaît, le climat change en faveur d'étés plus secs et d'hivers plus froids.

Accès aux assainissements



Le déficit en eau et la salinisation des sols, résultat d'un drainage insuffisant et de techniques d'irrigation par inondation qui provoquent l'évaporation de l'eau en surplus et la précipitation du sel en surface (technique des marais salants) ont conduit à une très forte diminution des surfaces ensemencées et des rendements.

Devant l'ampleur de la catastrophe, les autorités ont tenté de réagir, et la commission pour la coordination de l'eau a été créée en 1991, dans le but de régler distribution et utilisation de l'eau. En 1993, une convention d'action commune pour la crise de la mer d'Aral est signée.

En 1994, un conseil inter-état présente des actions concrètes pour sauvegarder l'environnement et la mer d'Aral, parmi lesquelles, la mise en place d'une agriculture raisonnée et d'une irrigation économique et perfectionnée. Les états obtiennent le soutien de l'UNESCO, de l'ONU et de la Banque Mondiale.

En 2003 : la banque mondiale finance un barrage pour remplacer la digue construite par les habitants, avec l'objectif de faire regagner environ 500 km² à la petite mer, mais ce projet attise les rivalités entre riverains. Les pays sont en effet directement en conflit d'intérêt⁹. Pour remédier à l'assèchement de la mer d'Aral, il existe deux types de solutions : le détournement de fleuves sibériens et la réalisation d'un canal Mer Caspienne/Mer d'Aral ou bien le contrôle et le relâchement de la pression sur les fleuves.

La première solution est très coûteuse (8 millions de dollars) et demanderait un entretien très soigné du canal de 500 km, soumis à l'évaporation.

La deuxième solution nécessite une entente entre les pays et une limitation de la consommation d'eau, alors même que la production de coton et d'hydroélectricité sont les principales activités. Ainsi, en Ouzbékistan, la baisse de la consommation d'eau provoquerait une levée de boucliers chez les producteurs de coton, puisque cette production représente l'essentiel du PIB.

L'exemple de ce désastre en mer d'Aral pose la question de savoir si une volonté de préservation de l'environnement peut s'affirmer au dessus des dissensions et engendrer un accord possible entre les pays.

9 Les tensions sont parfois ouvertes, comme entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, pendant l'hiver 1998-1999, où le Kirghizstan inonde les champs Ouzbeks en ouvrant le réservoir de Toktogoul puis limite l'eau pendant l'été, détruisant ainsi les récoltes. De même, en 2001, le PDG de Kirgyzenargo décide de limiter à 1/3 l'approvisionnement en eau de l'Ouzbékistan, ce qui eu des conséquences catastrophiques en Ouzbékistan et au Kazakhstan.

Conclusion sur la question de l'eau

Le problème de l'eau en Asie centrale ne peut être dissocié des relations inter étatiques entre les six républiques, en incluant l'Afghanistan. Après l'ère soviétique, chaque pays s'est construit individuellement, en se différenciant des autres républiques, dans un climat de méfiance mutuelle. Pour l'instant, les accords régionaux font défaut ; la communauté internationale tente de réunir tous les protagonistes, pour trouver un compromis sur la participation financière de chacun à l'entretien des installations de régulation des cours d'eau, problème qui a provoqué jusqu'alors de lourds contentieux.

Il y a cependant un espoir puisque ces cinq pays ont déjà réussi, après de nombreuses difficultés, à mettre en place une Commission interétatique pour la coordination de l'eau en Asie centrale. C'est un mécanisme unique en son genre, affirme l'ingénieur ouzbek Victor Dukhovni qui, après avoir consacré toute sa vie au domaine de l'eau, en préside désormais le centre d'information scientifique.

De plus, une conférence internationale « Water Unites-Strengthening Regional Cooperation on Water Management in Central Asia » a été organisée à Almaty au Kazakhstan les 17 et 18 novembre 2008, par le gouvernement allemand, la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE), le Fond International pour la sauvegarde de la Mer d'Aral (ECIFAS) et le Programme de Développement des Nations Unies (UNDP). Cet événement s'inscrit dans la continuité de la première conférence « Water Unites » du 1er avril 2008 à Berlin, qui avait vu le lancement du « Berlin Water Process », par le ministre des affaires étrangères allemand Frank Walter Steinmeier. Ce processus tient une place importante dans la stratégie européenne sur l'eau et l'environnement en Asie centrale, stratégie lancée officiellement le 3 décembre 2007 à Ashgabat et coordonnée par l'Italie.

Même si l'Afghanistan ne fait pas partie de l'Asie centrale à proprement parler, il faudra bientôt compter avec ce pays, dont les rivières alimentent l'Amu Darya et qui se place ainsi en position de pays en amont. Même si pour l'instant la situation géopolitique du pays en fait un acteur négligeable, sa reconstruction va poser la question de l'utilisation de ces affluents pour son irrigation.

II. La question énergétique

C'est en revanche d'un point de vue externe à la zone que nous aborderons ce thème. En effet, au travers de la question des hydrocarbures, de leur production et de leur acheminement sur les marchés mondiaux de plus en plus gourmands, l'Asie centrale devient l'objet de convoitise de la part de pays extérieurs à la zone et ces pays vont utiliser les rivalités entre les républiques Centre Asiatiques pour asseoir leur prééminence dans la zone. Ces différentes tensions seront examinées après un bref rappel des articulations essentielles de la question énergétique :

Les années 50 ont été marquées, dans le monde développé, par le souci d'une production énergétique à la fois nationale et abondante : ce fut le choix du charbon et hydroélectricité. Les années 60 par la recherche d'une énergie à meilleur marché : ce fut le pétrole. Les crises pétrolières des années 70 ont conduit à privilégier davantage l'indépendance stratégique et l'équilibre des balances commerciales

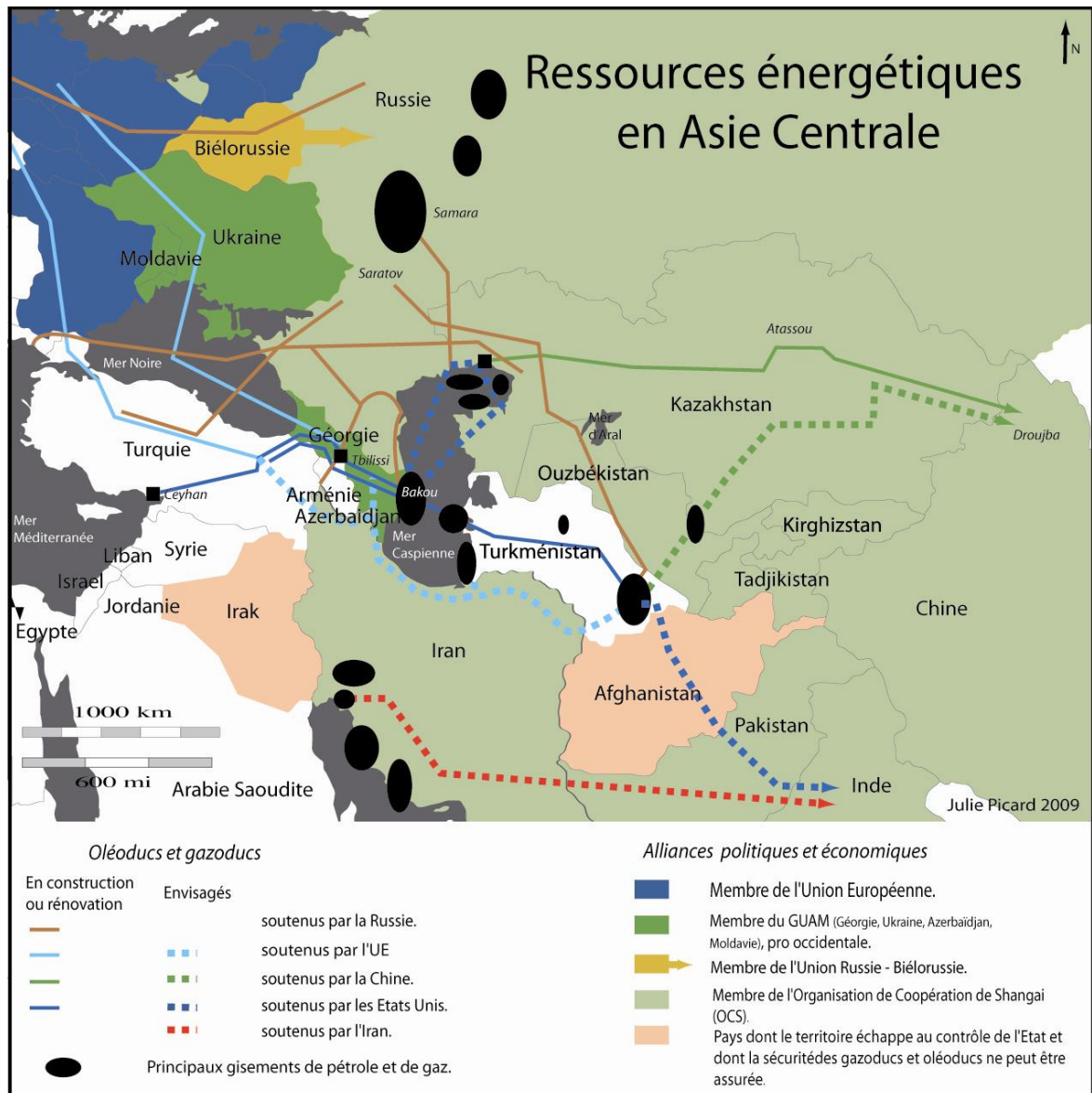
Les années 90 ont été marquées par une montée des instabilités internationales qui ont affecté les cours du pétrole, la prise de conscience progressive du problème de l'effet de serre et un mouvement de libéralisation des marchés de l'énergie.

Ce début du XXI^e siècle verra deux nouvelles contraintes majeures :

1. Les limites physiques de certaines ressources vont devoir nécessairement être prises en compte. C'est notamment le cas du pétrole, dont les réserves prouvées ne dépassent guère quarante à cinquante ans au rythme actuel de consommation et les réserves probables à la fin du siècle. Bien avant cette échéance, et au-delà des cycles économiques ou des crises politiques, nous connaissons des tensions majeures liées à la très inégale répartition géographique des réserves énergétiques et à une limitation de la production.
2. Au-delà du problème éthique de la consommation effrénée de réserves constituées sur l'ensemble du globe en plusieurs centaines de millions d'années, notre planète ne peut plus physiquement supporter des émissions de gaz à effet de serre sur le rythme d'évolution de ces cinquante dernières années¹⁰. Les changements climatiques et la rupture de nombreux équilibres écologiques induiraient des dommages irréversibles, comme les experts internationaux du GIEC le soulignent et comme la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes en témoigne.

10 Voir à cet égard le très explicite film de A. Gore « an inconvenient truth » ; L'AIE estime que sur la base d'une croissance de 1,8 % par an, les émissions mondiales de gaz carbonique dues à l'énergie pourront atteindre 38 milliards de tonnes de CO₂ en 2030, soit un niveau supérieur de 70 % à celui de l'an 2000.

2- JEUX ET ENJEUX DU « GRAND JEU »



Les médias qui se penchent aujourd'hui sur les turbulences qui agitent la zone qui nous occupe reprennent souvent l'expression 'le grand jeu' qui fut popularisée par Rudyard Kipling dans son roman *Kim*. Ce 'grand Jeu' désignait la rivalité qui, au XIXe siècle, opposa l'Empire britannique et la Russie tsariste pour la domination de l'Asie centrale. Mais aujourd'hui le 'grand jeu' est devenu global, ce qui augmente le nombre des joueurs et change les règles du jeu.

Cette expression du grand jeu¹¹, nous la reprenons aujourd'hui pour désigner les luttes sourdes ou explicites qui se mènent dans cette partie du monde, mais nous en élargissons considérablement la portée puisque, aujourd'hui, la partie s'ouvre non seulement aux pays d'Asie centrale qui ne

fournissaient jusqu'en 91 que le décor du jeu et qui sont maintenant des joueurs à part entière, mais encore à l'Iran, à l'Afghanistan et à l'Inde.

Si 'grand jeu' il y a c'est parce que les principales puissances sont à la table et parce que les enjeux sont au cœur de notre civilisation et de notre mode d'être sur la planète : Le grand jeu recouvre le nouvel équilibre/déséquilibre du monde qui provient certes de (i) l'éclatement de l'empire soviétique (1991) et création des 5 républiques d'Asie Centrale, mais aussi et surtout du (ii) déclin des Etats-Unis (avec la prédominance de la préoccupation sécuritaire après 9/11, la guerre en Afghanistan et en Iraq, l'accélération brutale de la crise des subprimes et la crise économique actuelle, la « première crise globale en temps réel », des (iii) contraintes et pesanteurs qui brident une Europe élargie à 27 (depuis 2005), le rejet de la constitution et les débats autour de la notion d'intégration politique, de politique commune et/ou coordonnée, de coopération renforcée et de définition des mécanismes institutionnels aptes à permettre à l'Europe de relever à temps les défis qui menacent, de (iv) l'émergence rapide de la Chine et de l'Inde (avec les tensions induites que l'on sait sur l'énergie et les matières premières) sans oublier la Turquie et l'Iran .

Les enjeux économiques qui sous-tendent les rapports de force ont changé. Cotton Ouzbek et or Kirghize attisent toujours les convoitises mais c'est aujourd'hui autour de l'énergie, de sa production et de ses voies de distribution que se nouent alliances et contre alliances et que se concentrent toutes les tensions¹². Couplées à la thématique énergétique, les thématiques sécuritaires et la thématique de l'environnement qui monte en puissance depuis une dizaine d'années, introduisent des distorsions dans les rapports de force qui s'exerçaient jusqu'à présent dans la région. Poursuivant la métaphore du grand jeu, nous allons essayer de préciser les atouts et les stratégies des acteurs principaux, pour clarifier les rapports de force et les valeurs qui les sous-tendent, et tenter de dégager les lignes de conduite de la partie qui est engagée sans que les règles en apparaissent clairement.

La Russie, Clef de voûte de la zone

Les cinq républiques d'Asie centrale sortent du sein de l'URSS, et en restent, de façon plus ou moins prégnante, marquées. La précédente « spécialisation économique » des différentes régions soviétiques a imprimé de forts déséquilibres et des distorsions dans l'économie de marché qui rendent les relations au sein de la région plus que potentiellement conflictuelles : l'énergie était fournie en échange de production agricole, ce qui induit souvent aussi une relation conflictuelle pour la gestion de l'eau. Il ne faut pas oublier que les pays d'Asie centrale ont été sous domination russe bien avant l'ère soviétique; et les dirigeants russes, même s'ils ne remettent plus en cause aujourd'hui l'existence des républiques d'Asie centrale, ont longtemps douté de leur capacité à

12 De ce point de vue il est significatif que l'UE annonce dans sa stratégie pour l'Asie Centrale, que les nouveaux instruments de la politique de voisinage (ENPI) prévoient le doublement des financements en direction de l'Asie Centrale pour le budget 2007-2013

assumer leur indépendance¹³. Pour Moscou, confrontée aux pressions expansionnistes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)¹⁴, l'Asie Centrale constitue à la fois une des portes du Proche-Orient et une protection contre la propagation de l'influence occidentale ou turque vers ses frontières méridionales. Le Kazakhstan, par exemple, offre 7000 km de frontières avec la Fédération de Russie. Il ne faut pas oublier qu'il y avait au Kazakhstan une population de 6 millions de russes au moment de l'indépendance.

L'énergie est en outre la véritable colonne vertébrale de l'économie de la Russie et des projets d'intégration renforcée dont -au-delà de la Communauté des Etats indépendants (CEI) - on rêve à Moscou. Non seulement la Russie est le principal pays producteur de pétrole et de gaz, mais les exportations pétrolières en provenance du Kazakhstan ou du Turkménistan vers l'Ukraine ou la Géorgie traversent son territoire. Or Kiev doit importer 90 % de son pétrole et 80 % de son gaz, principalement de Russie¹⁵. Des exportations directes de la région de la mer Caspienne vers l'Ukraine ou d'autres membres de la CEI diminueraient la dépendance ukrainienne. Le secteur de l'énergie tient une place prédominante dans l'économie de la Russie qui en fait un axe prioritaire pour la formation de son élite. Gazprom - le géant du gaz naturel - est la plus riche compagnie du pays et la plus importante source de devises pour l'Etat. D'où l'inquiétude de Moscou devant les investissements occidentaux massifs dans l'exploration et l'exploitation du pétrole en mer Caspienne. Gazprom, anticipant sur la recherche de diversification des sources d'approvisionnement de l'Europe, a signé des accords avec le Turkménistan et le Kazakhstan, offrant des prix plus élevés pour s'assurer que la production de ces pays continuerait de passer par les réseaux de distribution russes¹⁶.

L'accession de Poutine à la présidence (2000) a marqué un net retour de la volonté russe d'emprise sur la région. La crise Georgienne (été 2007) en particulier est perçue par les occidentaux comme par les pays d'Asie Centrale comme la traduction d'une volonté d'aller jusqu'au bras de fer avec la communauté internationale pour contrer l'influence tant américaine qu'européenne et jouer à fond la carte de l'énergie pour que la Russie recouvre le rang qu'elle estime lui être dû.

Pour mieux contrer l'influence américaine, Moscou semble prêt à aller jusqu'à jouer, en particulier, la carte iranienne. Moscou en conséquence renforce ses liens commerciaux, énergétiques et sa

13 Jusqu'en 1993, c'est Moscou qui fournissait aux états leur monnaie. Le Kirghizstan s'en détacha en premier. Le Tadjikistan en dernier en 2000, au terme de sa guerre civile. Aujourd'hui, tous les pays d'Asie Centrale ont assisté avec une attention fortement colorée d'inquiétude, au conflit entre la Russie et la Géorgie, où se posaient en termes relativement comparables les questions de la souveraineté et de la gestion des minorités...C'est dans cette similitude que s'inscrit la nécessité, pour penser les questions de gouvernance en Asie Centrale, de regarder aussi les questions soulevées par la Transcaucasie et le Caucase.

14 L'OTAN est directement présente au-delà de l'Oural avec la participation de pays de la région d'Asie centrale au Conseil de Coopération Nord Atlantique (CCNA) et au Partenariat pour la paix (PPP)

15 De ce point de vue la crise actuelle qui au travers de la dispute entre le Kremlin et Kiev, implique fortement l'UE, offre une multitude de points de réflexion parallèles à l'analyse que nous menons sur l'Asie Centrale. Nous y reviendrons par la suite.

16 La crise ukrainienne déclanchée depuis le début 2009 indique bien le niveau de dépendance de certains pays européens : 63% d'approvisionnement en Roumanie

politique de sécurité avec les pays d'Asie Centrale. C'est pourquoi le pouvoir militaire et la sécurité intérieure ont forgé des liens étroits avec leurs contreparties d'Asie Centrale.

Pendant la période 2000-2007, l'augmentation continue et au final brutale du prix du pétrole a permis à la Russie de constituer des réserves financières qui assoient la popularité de Poutine sur une politique du pouvoir d'achat. Jusqu'à l'été 2007 où il avait atteint 145 dollars le baril, les experts misaient sur un prix qui atteindrait rapidement les 200 dollars. La chute des marchés financiers (été 2008), la contraction de la demande énergétique des pays à forte croissance (BRIC), et la difficulté croissante à emprunter, font qu'aujourd'hui (janvier 2009), avec un baril à moins de 45 dollars, la Russie voit fondre ses réserves financières, disparaître sa capacité à investir, et se tendre ses capacités à financer un plan de relance qui, contrairement à ses affirmations (encore en novembre 2008) se révèle nécessaire du fait de la globalisation. De ce fait, le soutien au régime poutinien tend à se fissurer : en particulier, l'appareil militaire, qui sous-tend la coopération avec l'Asie Centrale et assoit la sécurité des approvisionnements, voit son pouvoir d'achat se réduire et pourrait aller jusqu'à remettre en cause le petro pouvoir.

Le « jeu » chinois

Le trait principal du jeu chinois, c'est – du moins jusqu'à Octobre 2008-- le besoin croissant en hydrocarbures, ce qui met la Chine devant la nécessité impérieuse de sécuriser, augmenter et diversifier ses sources d'approvisionnement. Pour illustrer la magnitude du problème, les projections¹⁷ placent avant 2030 le moment où la consommation en hydrocarbures de la Chine équivaldra à la production de l'OPEP....

La Chine et le Kazakhstan sont convenus en août 2007 de prolonger un oléoduc afin qu'il relie le territoire chinois à la mer Caspienne, ce qui donnera à Pékin un accès direct à une région sous contrôle kazakh riche en ressources énergétiques. Hu Jintao a en outre décidé avec son homologue Noursoultan Nazarbaïev de faire passer par le territoire kazakh un nouveau gazoduc en projet entre le Turkménistan et la Chine, consacrant ainsi le Kazakhstan comme "pays de transit". Ces accords bilatéraux sino-kazakh devraient permettre de fournir à la Chine 20 millions de tonnes de brut par an.

Mais la position de la Chine est aussi conditionnée par des préoccupations domestiques et en particulier par l'agitation séparatiste au Xinjiang encore renforcée par l'instabilité de l'Afghanistan depuis 2002. La Chine, dans ses rapports avec l'Asie Centrale, autant que son développement, vise à conforter sa stabilité interne et à renforcer sa position stratégique en Asie de l'Est en particulier en contrôlant le transit des hydrocarbures vers le marché japonais.

¹⁷ La crise de l'automne 2008 bouleverse les projections dans la mesure où la consommation chinoise s'est ralentie ; mais la baisse considérable des prix du baril sur la fin de l'année 2008 devrait faciliter la mise en œuvre de mesures permettant à la Chine de relancer une croissance à deux chiffres ...

Ainsi, l'Asie Centrale, confortée par la montée en puissance économique et stratégique de la Chine, devient incontournable dans le paysage industriel chinois et crucial dans la gestion des questions minoritaires et ethniques. La position de l'Asie Centrale est paradoxalement renforcée par la volonté de la Chine de garder un profil bas et d'éviter le conflit avec les autres grandes puissances pour mieux renforcer son emprise sur ses régions frontalières, c'est pourquoi la Chine agit essentiellement au travers de l'organisation de Shanghai.

Enfin la Chine et la Fédération de Russie exercent une influence importante sur la gouvernance des eaux en Asie centrale, essentiellement en tant que partenaires stratégiques importants, mais aussi en tant que riverains des fleuves Irtych, Ili et Ob.

Le « jeu » américain

La 'main' américaine en Asie Centrale est fortement déterminée par les conséquences du 11 septembre, qui a légitimé, ou du moins servi à justifier un interventionnisme accru en particulier dans cette zone où se combinent intérêts économiques et préoccupations sécuritaires. On peut dire surtout que la configuration géopolitique de l'Eurasie s'est transformée avec l'intervention américaine en Afghanistan puis en Irak.

On pourrait schématiser les enjeux politico-stratégiques que représente l'Asie Centrale pour les USA en quatre axes principaux:

1. Affaiblir, ou du moins contenir, la Russie dans ses marges traditionnelles,
2. Isoler l'Iran, en particulier dans le jeu énergétique caspien, pour maintenir le cap de l'alliance traditionnelle des USA avec Israël, et empêcher l'Iran d'accéder, à la faveur de l'intervention en Irak au rôle de leader régional auquel il prétend. Sur ce point les initiatives de la nouvelle présidence américaine modifient considérablement la donne, sans qu'on puisse encore en prédire l'issue. Pour notre propos, **la nouvelle attitude américaine ne fait que renforcer l'importance de l'Iran dans la région.** Cet aspect du problème justifie à lui seul l'élargissement de notre réflexion.
3. Promouvoir l'Inde et dans le même temps
4. Faire contrepoids à l'émergence économique irrésistible de la Chine tout en limitant son hégémonie régionale.

Il s'agit ainsi pour les Etats-Unis de maintenir leur profil de superpuissance mondiale, et d'affirmer leur leadership sur une partie du monde où leur position est minée par la poussée chinoise et par des contradictions civilisationnelles. Le jeu américain est cependant tenu en suspens par le désaveu massif de la politique de Bush reflété dans l'élection de Barack Obama et par la montée en puissance de la thématique environnementale. En effet le désastre économique et les faillites en cascades dans le monde de l'automobile en particulier, forcent à repenser les politiques

énergétiques et en particulier l'utilisation des hydrocarbures. En outre l'explosion des déficits américains, et l'emprise de la Chine sur la dette américaine, facilitent pour les pays d'Asie Centrale le maintien d'une position médiane, sans inféodation excessive à la Russie, à équidistance des Etats-Unis et de la Chine.

Le « jeu » européen

Un des problèmes auxquels est confrontée l'Union européenne est l'inégale présence et surtout l'inégale implication des pays membres dans la zone. Seule la 'troïka' (GB,F,D) est vraiment présente sur le terrain, et encore pas partout. Ainsi à Almaty, alors que le Kazakhstan est le pays majeur de la zone, l'ambassade de France et l'ambassade d'Allemagne sont dans le même bâtiment. Pour beaucoup de pays membres, la région est restée gérée au départ de Moscou, ce qui explique la lenteur de l'Union Européenne et des pays membres à prendre la mesure de l'ordre nouveau né de l'effondrement de l'ex-URSS.

Globalement, l'Union Européenne ne prend guère en considération les intérêts (réels ou symboliques, économiques, de sécurité, d'accès) de la Russie : passage de l'énergie, mais aussi communautés russophones au Kirgystan, au Kazakhstan¹⁸...

Depuis 92-93, l'Union européenne a mis en place l'instrument TACIS (Technical Aid to the Commonwealth of Independent States), avec comme bon élève le Kirghizstan qui est entré le premier à l'OMC et a mis en place un système de sécurité sociale.

Au niveau régional, l'Union Européenne a aussi mis en œuvre deux programmes : Innogate et Traceca (2 programmes de gestion des flux) pour désenclaver la région. Il n'est pas innocent à cet égard que ces programmes européens ne distinguent pas nettement les pays d'Asie centrale en tant que tels, ni leurs particularités¹⁹.

L'UE reste globalement peu investie dans la zone car sur cette période (depuis 92 jusqu'à 2007) l'UE est surtout mobilisée sur les Balkans et le processus d'élargissement. En particulier, l'Europe n'intègre pas la Russie dans l'élaboration de sa politique en Asie Centrale. La politique de voisinage de l'Europe revient pourtant à entourer la Russie d'un glacis. Par ailleurs les pays d'Asie centrale ne veulent, ni ne peuvent, choisir entre leurs deux grands voisins...

18 De la même façon, et cela de façon d'autant plus patente qu'éclate la dispute entre l'Ukraine et la Russie, l'UE semble ignorer les menaces d'éclatement de l'Ukraine (dissolution du parlement par louchenko (pro européen) le 8 octobre 2008, a un an ½ des élections municipales parce que loulia Timochenko (ex pro européenne) s'allie avec le parti pro-russe pour gagner les présidentielles (et négocie un accord sur le prix de l'énergie qui est vital pour l'Ukraine ET pour la Russie)

19 Les projets Innogate et Traceca couvrent les 13 pays suivants : Arménie, Azerbaïjan, Biélorussie, Georgie, Kazakhstan, Kirgystan, Moldavie, Mongolie, Russie, Turkménistan, Tadjikistan, Ukraine and Ouzbékistan.

La situation énergétique, l'augmentation du prix du pétrole et l'objectif principal de la stratégie européenne de sécurisation²⁰ et de diversification de ses sources énergétiques ont cependant ramené l'Asie centrale sur le devant de la scène : dans le même temps que l'Union Européenne²¹ reconnaît le problème, des divergences se font jour entre les états membres.

Les mesures du Plan Climat (Mars 2006) visent à réduire de 50 milliards d'euros les importations européennes de pétrole et de gaz d'ici à 2020. Mais si l'on compare, par exemple, 4 grands états européens (France, Allemagne Pologne et GB), ils n'ont pas le même profil énergétique :

La France a une énergie nucléaire importante et importe son pétrole. La Grande Bretagne puise essentiellement dans ses réserves domestiques de gaz, de pétrole et de charbon. L'Allemagne se caractérise par le recul de son énergie nucléaire. La Pologne importe son pétrole mais utilise principalement son charbon domestique. Pendant que les discours indiquent une prise de conscience progressive quant à la nécessité d'une politique commune, aucun transfert de compétence ne s'est fait des états à l'Union Européenne sur ces sujets clefs.

La question du dialogue avec la Russie, principal pourvoyeur des énergies fossiles européennes, est en particulier compliquée par la crise Georgienne, la crise Ukrainienne, et les craintes de la Pologne qui redoute que la construction d'un corridor entre l'Allemagne et la Russie via la Baltique ne diminue sa position, sans oublier la méfiance, héritage de l'époque soviétique, que lui inspire la Russie.

Les 4 grands états ne placent pas non plus la même priorité sur

- la diversification des sources d'énergie
- la diversification des sources d'approvisionnement

Ainsi la Pologne cherche avant tout à se « libérer » de la Russie, et donc à acheter ailleurs. L'Allemagne en revanche, dont la relation avec la Russie est apaisée, met davantage l'accent sur la recherche de nouvelles voies d'approvisionnement. Tandis que France et la Grande Bretagne mettent l'accent sur la diversification interne des sources d'énergie, en particulier en recherchant le développement d'énergies renouvelables et en restant ouverts à l'énergie nucléaire²².

Le positionnement de l'Allemagne est compliqué par l'importance stratégique de l'accès à la base aérienne de Termez en Ouzbékistan pour mener à bien les opérations de la coalition en Afghanistan.

20 L'Union Européenne importe moins de 40% de son fuel solide contre 57,6% de son gaz et jusqu'à 82,3% de son pétrole.
Eurostat statistics 2007 in: EU energy in figures, European Commission, Directorate-General for Energy and Transport (DG TREN), p.13.

21 Notamment au travers de son livre vert sur l'énergie de Mars 2006

22 Le plan Climat (Mars 2006) fixe les ambitions de l'UE à 2020 : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990 ; augmenter la part des énergies renouvelables (éolien, hydraulique, photovoltaïque, biomasse, etc...) à concurrence de 20% de la production totale d'énergie (contre 8,5% actuellement) réduire la consommation d'énergie de 20% (par augmentation de l'efficacité énergétique)

Alors que l'UE avait pris des sanctions contre l'Ouzbékistan, à la suite des événements d'Andijon, l'Allemagne les a affaibli d'abord, puis a systématiquement milité pour leur abrogation.

Selon un récent rapport de l'ONG Freedom House (2008) les revenus générés par l'énergie (production aussi bien que transport) auraient tendance à conforter les pratiques autoritaires tant au Kazakhstan qu'au Turkménistan, et l'UE, devant les récents événements en Géorgie, semble très en retrait, en particulier vis-à-vis de l'Ouzbékistan. On peut aller jusqu'à dire que la résurgence de l'UE a érodé l'Alliance Atlantique.

Tandis que la stratégie de l'UE envers l'Asie Centrale²³ est de rappeler l'importance des droits de l'homme et de l'état de droit, et prévoit des investissements lourds²⁴ visant à faciliter le transport des énergies, reposant sur des partenariats public-privé, la crise actuelle pourrait bien remettre en cause cette stratégie, déjà érodée par les contrats chinois, russes et par l'évolution potentielle de l'Iran.

L'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan

L'Afghanistan et l'Iran sont aujourd'hui les moins concernés par la question de l'eau en Asie centrale. Une petite partie cependant des eaux d'amont du bassin de la mer d'Aral se trouve en Iran. L'Afghanistan n'a pas été jusqu'à présent un acteur important dans la gestion des eaux de la région en raison des troubles politiques internes, mais on peut anticiper que ce pays affirmera certainement son rôle dans les systèmes de gestion de l'eau dans la région à mesure qu'il gagnera en stabilité.

L'Iran

L'Iran joue un jeu complexe, et sert de levier à Moscou pour contrer les USA : Après le 11 septembre, les US se sont lancés dans une escalade militaire en Afghanistan qui s'accompagne de l'établissement de bases militaires qui dépassent de beaucoup la seule réponse au terrorisme d'Al-Qaeda. Un tournant se produit en Juillet 2005 lorsque Moscou réclame le retrait de ces forces 'qui ne sont pas régionales' et que cette demande trouve un écho favorable dans la Shanghai Cooperation Organisation (SCO), ce qui traduit une communauté de vue entre Moscou et Pékin contre les US. Le retour de Moscou dans la région se traduit par des accords avec l'Ouzbékistan (Novembre 2005). Parallèlement à cette levée de bouclier, les Etats-Unis sont amenés à repenser leur stratégie²⁵ pour la région en l'étirant vers le Sud, en particulier en faisant miroiter à l'Inde et au Pakistan la perspective du bénéfice des ressources énergétiques d'Asie Centrale. Mais le pivot de

23 Council of the European Union, Brussels May 2007

24 Nabucco, qui perd toute viabilité économique si l'embargo contre l'Iran est levé...

25 Le sous-secrétaire d'Etat Richard Boucher a présenté au printemps 2006 the "Greater Central Asia" strategy

cette nouvelle stratégie repose sur l'Afghanistan comme pont entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, or la situation en Afghanistan est loin d'être pacifiée.

Devant cette stratégie américaine impliquant l'Inde, la Russie a répliqué par une série d'accords en particulier avec le Turkménistan, lesquels rendent la perspective d'un pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-India totalement illusoire, quand bien même la situation sécuritaire en Afghanistan serait résolue : La Russie achètera jusqu'à 85% des exportations de gaz turkmène (50 millions de mètres cubes ou bcm) dès 2008²⁶. Le reste sera drainé vers le nord de l'Iran. L'accord Russo-Turkmène en vigueur jusqu'en 2028 implique donc qu'il n'y aura pas de production libre pour les autres marchés et ôte toute rentabilité commerciale au projet d'export vers l'Inde.

L'Iran désire, quant à lui, regagner le terrain perdu ailleurs; et il propose ses ports dans le golfe Persique comme la meilleure voie de transport de marchandises et de matières premières à destination et en provenance d'Asie centrale.

La Turquie

La Turquie se retrouve à la table de jeu car elle devient le nouveau carrefour des stratégies énergétiques de tous les autres partenaires : la Turquie a la moitié des réserves mondiales de gaz à ses portes par sa position de voisine du Moyen Orient et ses frontières avec les pays de la Caspienne à qui elle offre la possibilité de se désenclaver. Elle veut donc profiter de sa position pour s'imposer comme un pont énergétique entre les producteurs de matières fossiles de la région (Russie, Iran, Irak, Azerbaïdjan, Kazakhstan...) et les pays consommateurs d'Europe de l'Ouest. De fait la Turquie accueille l'oléoduc BTP, qui court-circuite la Russie, et le gazoduc Blue Stream, qui irrite Washington. En outre le projet européen Nabucco doit traverser la Turquie. La Russie, très méfiante donc vis-à-vis de la Turquie, et pour faire pièce à Nabucco, soutient le projet 'southstream' qui, lui, évite la Turquie. Et la Turquie ne peut se passer du gaz russe.

La crise géorgienne d'août 2008

Cette crise a mis en lumière les dilemmes de l'UE dans ses relations avec Moscou : il y a évidemment le problème de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'articulation de ce principe, et du précédent Kosovar, avec le principe du respect et de l'intangibilité des frontières et la non ingérence dans les affaires intérieures. Mais la crise a aussi attiré l'attention sur les dangers politiques d'éventuels corridors de transport d'énergie qui passeraient par la Géorgie pour permettre à l'Europe de bénéficier des ressources énergétiques d'Asie Centrale. Le pipeline Baku-Tbilissi-Ceyhan a d'ailleurs été fermé quelques jours avant l'avancée russe en Géorgie par une attaque kurde. La concomitance de la fermeture du corridor Bakou-

²⁶ De même en 2006, le Kazakhstan a acheminé 80% - soit 42 millions de tonnes – de ses exportations totales de pétrole via des pipelines russes.)

Supsa a encore renforcé la prise de conscience par les investisseurs de la vulnérabilité du passage par la Géorgie, que souligne encore le déploiement prévu de 7000 soldats russes.

Conclusion

La crise actuelle, d'abord financière puis économique, place les questions énergétiques et par conséquent l'Asie Centrale au cœur des réflexions de tous les gouvernements d'Europe (la sécurité énergétique, et ses implications sociétales et industrielles), de Russie (dramatique effondrement du prix du pétrole et par conséquent de ses ressources) des Etats-Unis (approvisionnement pétrolier, leadership économique et politique de la zone et thématiques de sécurité, en particulier en lien avec l'Afghanistan) de la Chine (impératifs de croissance et désastres écologiques). A cet égard la concomitance de la Conférence des Nations Unies à Poznan, de la commission européenne sur le paquet énergie climat, et de la concertation des gouvernements sur les plans de relance nationaux met un éclairage cru sur les imbrications inextricables :

- du politique (zones d'influences) et de l'économique (l'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges ont favorisé l'apparition de firmes multinationales dotées de stratégies véritablement planétaires. De leur côté, les États se sont engagés –aux côtés de leurs entreprises nationales – dans des politiques de conquête de marchés extérieurs et de prise de contrôle de secteurs d'activité considérés comme stratégiques. Au service des ambitions nationales, les diplomates doivent aujourd'hui avoir la double casquette, diplomatique et économique, ce qui n'est pas sans (leur) poser des problèmes.
- de l'idéologique (confiance dans les marchés comme régulateurs économiques, instruments de régulation internationale, adhésion aux obligations souscrites dans les accords internationaux y compris accords et solidarité au sein de l'UE par exemple, respect des embargos vis-à-vis de l'Iran, mise en cause de l'économie de marché et résurgence du nationalisme économique, etc....)
- des anciennes lignes de fractures (du bipolaire au multipolaire ; effondrement de l'empire soviétique, émergence de la Chine)
- de l'émergence des nouvelles (Iran au centre du monde islamique ; Afghanistan où s'implique la communauté internationale, avec l'évolution du concept même de terrorisme ...)
- de la prise de conscience tardive des conséquences du mode d'industrialisation développé calé sur l'expansion de besoins en énergies non renouvelables (augmentations brutales puis chute vertigineuse des cours du pétrole ; et des cours des matières premières ; balbutiements et revirements sur l'énergie éolienne) et de la consommation (la Chine, usine du monde, relance par la consommation, relance par l'investissement);

L'annonce faite par L'OPEP le 17 Décembre 2008 d'une réduction forte (2,2 millions de barils jours) de la production pour maintenir un prix du baril qui donne aux gouvernements des pays producteurs des ressources qui leur évite la faillite, puis le résultat le lendemain, à savoir une chute (de 43 à 39 dollar) du cours du baril indiquent tout à la fois :

- La réalité de la globalisation : c'est l'anticipation d'une chute de la demande chinoise qui empêche la politique de l'OPEP d'enrayer la chute du prix du baril
- L'OPEP est conscient de ce que sa décision n'est pas automatiquement en mesure de produire le résultat escompté ; c'est pourquoi la Russie, qui n'est pas membre de l'OPEP, a été invitée à se joindre à cette décision de l'OPEP. Mais la réduction de production de la Russie, couplée à l'effondrement de l'économie russe, ne peut que raviver les craintes de pays comme l'Ukraine, en état de presque totale dépendance énergétique. Le souvenir de la crise de 2006 puis de celle de 2008 n'est pas effacé et la crise Georgienne s'y superpose pour faire craindre le pire en Crimée.
- La faiblesse et le morcellement des instruments de coordination : certains pays producteurs et non des moindres (Venezuela, Angola, Equateur) ne sont pas liés par les décisions de l'OPEP. Au sein même de l'OPEP des divergences se font jour : l'annonce officielle hésite sur la date par rapport à laquelle la baisse de production doit être envisagée : si l'on se base sur Septembre 2008, soit 2,2 millions de barils jours, cela revient à admettre que la première réduction de production décidée par l'OPEP n'a pas, ou du moins pas totalement, été mise en œuvre. Si en revanche on combine toutes les restrictions décidées à ce jour, alors c'est de 4 millions 600 000 barils jours qu'il s'agit et pour certains pays cela va poser de sérieux problèmes budgétaires...
- L'émergence de la géo économie : s'il est vrai que la conflictualité « frontale » ou classique ne prévaut plus entre pays développés, les logiques d'affrontement régissant leurs rapports n'en ont pas pour autant disparu. Seuls leur nature et leurs instruments ont changé. Désormais, lorsque antagonisme il y a entre pays industrialisés, il trouve son expression pour l'essentiel sous des formes économiques, et de nouveaux rapports entre public et privé : l'exemple est donné par le problème de la rentabilité économique que pose Nabucco, projet politique européen porté par des compagnies privées comme Total.
- Dans les divergences France Allemagne : L'économie allemande est plus tournée vers l'exportation, et l'exportation dans des secteurs parfois moins directement liés à l'Etat que la France. En outre les allemands ont subi une politique fiscale plus rigoureuse que celle des pays latins et acceptent d'autant plus difficilement aujourd'hui de devoir faire encore des efforts pour se montrer solidaires d'état-cigales. Cet argument plus psychologique est renforcé par la perspective d'élections à l'horizon de l'automne 2009. Le manque de solidarité s'est vu, lors de la crise Georgienne, qui mettait surtout à mal la Roumanie et la Bulgarie. Le couple franco allemand entre ainsi dans la tourmente car les intérêts économiques se révèlent divergents. Dans le même temps on assiste à un resserrement France-Grande-Bretagne, car l'Angleterre subit un effondrement financier sans précédent en même temps qu'elle découvre que sa relation privilégiée avec les USA ne lui sera que d'un faible secours, vu l'étendue de la crise et de la récession qui s'installe là-bas. Dès lors la position de la Grande-Bretagne hors la zone euro devient un handicap, ce qui explique le soudain réchauffement des relations avec Gordon Brown, durant la présidence française

de l'UE et le rôle important qu'il a joué dans la coordination européenne pour la définition de politiques de soutien et de relance concertées.

- Les anciens pays de l'Est : on ne peut pas effacer le vécu, et le passé soviétique est encore vivace : cela explique la grande méfiance de l'Ukraine (avec le prochain abcès redouté en Crimée, zone qui désenclave la Russie en conditionnant l'existence même de sa force navale.) La Pologne joue aussi un rôle pivot puisque sa position en fait le poste avancé de la politique européenne vis-à-vis de la Russie, comme on l'a vu et continue de le voir dans la question sensible du bouclier anti-missile, lié au problème iranien...

3- CONCLUSIONS : LA « TECTONIQUE » DES ENJEUX GEO-STRATEGIQUES DANS LA REGION

La Russie, qui s'effondre démographiquement, considère néanmoins que son influence est de droit sur la zone d'Asie Centrale et cherche à renforcer ses liens économiques et militaires avec tous les pays de cette région pour maintenir, voire rétablir, son statut de grande puissance incontournable dans le monde nouveau qui se dessine. Les Etats-Unis, l'Allemagne et la Turquie montrent eux, leur intérêt à travers leurs investissements économiques, leurs initiatives de coopération militaire et des représentations diplomatiques à part entière. L'Union européenne, qui a déjà de l'expérience en matière de mise en œuvre de grands programmes économiques et humanitaires dans cette région, s'efforce d'être aussi un important partenaire politique, et l'Asie Centrale est au cœur de sa problématique de sécurité énergétique. Pour la première fois, l'OTAN est directement présente au-delà de l'Oural avec la participation de pays de la région d'Asie centrale au Conseil de coopération nord-atlantique ²⁷(CCNA) et au Partenariat pour la paix ²⁸(PPP).

En prenant des initiatives diplomatiques dans la région, l'Iran désire, quant à lui, regagner le terrain perdu ailleurs; il propose ses ports dans le golfe Persique comme la meilleure voie de transport de marchandises et de matières premières à destination et en provenance d'Asie centrale, et cherche ainsi à construire/regagner sa prééminence dans la zone à la faveur des remous induits par la situation Iraquienne. La Chine enfin, poursuit à la fois des objectifs domestiques de contrôle et de pacification ethniques (ouïgours..), s'assure, par des investissements dans les infrastructures de transport d'hydrocarbures, les énergies nécessaires à sa croissance, tout en confortant son influence dans la zone et en renforçant ainsi ses alliances au sein des institutions internationales.

La crise actuelle introduit des turbulences dans chacune de ces stratégies, sans qu'en soit diminuée l'importance des politiques énergétiques (diversification, production et transport), tant d'un point de vue interne (ressources et développement économique des pays de la zone, lutte contre la pauvreté, solidarités régionales) qu'externe (positionnement politique et économique de la Russie, croissance de la Chine, initiatives sécuritaires internationales en Afghanistan, stratégie américaine en Iraq, évolution de l'Iran sur la scène internationale, politique de voisinage européenne, et ambiguïtés turques)

27 Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA ou COCONA) est une organisation fondée par l'OTAN le 20 décembre 1991. Forum de consultation composé de 24 membres (les seize membres de l'OTAN, la Russie, neuf pays d'Europe centrale et orientale), il est élargi, en mai 1992, à 36 membres avec l'intégration des onze républiques de la Communauté des États indépendants (CEI) et de l'Albanie. En 1997, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN transforment le COCONA en Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA).

28 En janvier 1994, au sommet du Conseil de l'Atlantique Nord de Bruxelles, l'OTAN invite les membres du CCNA et les autres pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à participer à un nouveau programme de coopération appelé "Partenariat pour la paix" (PpP).

Deux principes sous-tendent la coopération entre Alliés et Partenaires dans le cadre du Partenariat pour la paix et du CPEA : le premier est celui de l'ouverture à tous, et le second est celui de l'autodifférenciation, c'est à-dire que chacun des Partenaires peut décider lui-même du niveau et des domaines de coopération avec l'Alliance.

Sur toute la période septembre 2008 - Juin 2009 enfin se dévoile l'incapacité -européenne en particulier, mais pas seulement, comme on le voit au niveau global (UN, WTO...)- à définir de vraies politiques communes, qu'il s'agisse de sécurité, de défense, de régulation financière, ou plus près de notre sujet, de politique énergétique, car les intérêts économiques divergent : l'exemple le plus clair est fourni par l'industrie automobile, au cœur de toutes les politiques de relance économique, avec ses enjeux centrés sur le pétrole, l'environnement et finalement emblématiques de nos modes de production (emploi, protection sociale, délocalisation, désindustrialisation, sous-traitance) de consommation (diesel, essence, prix à la pompe, fiscalisation et harmonisation/incitation des taxes, politiques de la ville, des transports en commun, recherche et investissements verts en particulier..) de nos politiques d'investissement (recherche, santé, protection des consommateurs) et des politiques de développement (modèles d'agriculture, solidarités régionales, respect des minorités, respect des conditionnalités...).

On relèvera principalement des contradictions entre

- « l'agenda » des valeurs proclamées (démocratisation, état de droit, soutien à l'émergence de la société civile, solidarités régionales, media libres, etc...)
- Les intérêts énergétiques et en particulier la diversification des sources,
- La sécurisation des approvisionnements
- L'accès à l'eau, et le développement social
- Les préoccupations environnementales
- Les intérêts géostratégiques en lien avec les opérations de la coalition en Afghanistan

Dans ce monde en train de devenir global, les intérêts politiques des nations se soumettent à leurs intérêts économiques. Ce glissement signe l'ouverture d'une ère nouvelle, celle de la géo économie.

La notion de Gouvernance

La notion même de gouvernance, qui figure pourtant comme objectif dans presque tous les documents officiels en particulier des bailleurs de fonds et des agents de l'assistance internationale au développement, ne recouvre ni une théorie ni des pratiques strictement codifiées et acceptées par tous. C'est un concept importé de la trousse à outil conceptuelle de la gestion libérale anglo-saxonne (corporate governance²⁹), et qui a beaucoup évolué depuis sa migration dans les débats entourant la problématique du développement vers la fin des années 1980s, jusqu'à, tout récemment, dans le malstrom de refondation économique et politique qui accompagne la crise actuelle.

29 Notion qui dans l'univers de l'entreprise concerne les modes de "coordination" interne, entre dirigeants et actionnaires, en vue de réduire les coûts de transactions que génère le marché. Ce terme apparaît en 1937 dans l'article de l'économiste américain Ronald Coase The nature of the firm .

Pour la Banque Mondiale, comme pour l'OCDE, « Governance is the exercise of political, economic and administrative authority necessary to manage a nation's affairs.³⁰ ». Il faut bien observer que cette définition indique donc bien

- que la gouvernance est un concept de management
- que la définition s'applique à l'échelon du gouvernement, donc à l'échelle nationale³¹.

La notion de gouvernance ne saurait cependant passer du management des affaires, du business pour s'appliquer au domaine public, aux gouvernements, à la direction de la nation et au-delà aux institutions inter et supra nationales, sans nécessiter des adaptations importantes.

La Commission Européenne pour sa part a défini sa vision dans un livre blanc qui pose les cinq principes³² suivant comme piliers d'une gouvernance européenne :

1. Ouverture,
2. Participation,
3. Responsabilité (ou encore obligation de rendre des comptes)
4. Efficacité (aussi parfois exprimé sous la forme de la culture du résultat)
5. Cohérence (cette dernière notion impliquant coordination, et accord sur les valeurs qui sous-tendent l'action).

On peut dire que la dimension participative tend aujourd'hui à prendre le premier pas dans l'acception la plus répandue de la notion de gouvernance, en particulier en matière de politiques publiques et de coopération internationale. Mais la notion même de participation appelle une définition précise des parties prenantes³³ qui doivent participer à ce processus.

La bonne gouvernance, dans les acceptions communément reconnues par les institutions internationales, peut être caractérisée par plusieurs traits :

- elle concerne principalement les pays du sud, "en développement", et moins ceux du Nord (qu'on sous-entend dotés d'une "bonne" gouvernance),
- elle est justifiée par les exigences d'un environnement institutionnel sain pour l'économie, plus que par des impératifs explicitement politiques (l'économie étant au cœur des mandats des organisations qui promeuvent la gouvernance : OMC, BM, OCDE...),

30 Le concept de gouvernance est défini de façon assez large par la Banque mondiale comme " la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays en vue du développement ".

La bonne gouvernance concerne donc le fonctionnement des pouvoirs publics et plus spécialement de l'Etat.

31 Les trois aspects principaux qui sont recouverts par la notion sont alors: 1. La forme d'un régime politique (parlementaire ou présidentiel, militaire ou civil, autoritaire ou démocratique);2. Les processus au travers desquels l'autorité est exercée dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays ; 3. La capacité des gouvernements à concevoir, formuler et exécuter des politiques et, en général, à s'acquitter de leurs fonctions.

32 En anglais : openness, participation, accountability, effectiveness and coherence

33 En anglais 'stakeholders'

- elle vise l'efficacité de l'Etat, axée sur le renforcement de sa "légalité" (Etat de droit), plus que sur sa "légitimité",
- elle s'exprime par un certain nombre de règles et de prescriptions à caractère universel,
- elle crée un nouveau système de conditionnalités à caractère politique pour l'aide au développement
- elle diffuse implicitement le modèle néolibéral du "consensus de Washington"³⁴

Dans l'orientation stratégique de la FPH pour 2004-2010 il est indiqué :

« La Fondation s'engage à contribuer aux mutations à long terme de nos sociétés. Pour cela elle appuie l'émergence d'une société mondiale capable de concevoir et de conduire trois révolutions majeures »

La première de ces révolutions est la révolution de la gouvernance par le développement de nouvelles régulations sociales, politiques et institutionnelles depuis le local jusqu'au Global.³⁵

Dans le cadre de ces cahiers nous choisirons plutôt de nous appuyer sur cette conception plus large de la gouvernance, parfois désignée comme « gouvernance légitime », et dont les fondements ont ainsi été précisés dans la définition suivante³⁶ :

*“ La capacité des sociétés humaines à se doter de systèmes de représentation, d'institutions, de processus, de corps sociaux, pour se gérer elles-mêmes dans un mouvement volontaire. Cette capacité de conscience (le mouvement volontaire), d'organisation (les institutions, les corps sociaux), de conceptualisation (les systèmes de représentation), d'adaptation à de nouvelles situations est une caractéristique des sociétés humaines. ”Dans cette optique, **la gouvernance** désigne l'ensemble des techniques de gestion efficace et transparente des ressources humaines, économiques et environnementales.*

34 Cf. Bonny Campbell dans Gouvernance, réformes institutionnelles et redéfinition du rôle de l'État 2001 : "Sous un langage administratif formulé en termes d'efficacité et de bonne gestion, il s'agit en fait d'une notion (Gouvernance) qui véhicule une conception particulière de l'État, de son rôle, de son évolution souhaitable, des rapports entre l'État et le marché, de l'exercice du pouvoir et d'un projet politique précis - en un mot, d'une notion éminemment politique."

35 Cf. présentation générale de la FPH et aussi plus spécifiquement L'articulation des échelles de gouvernance : une question omniprésente mais refoulée parce qu'elle heurte de front la théorie politique classique ; Contribution à la charte de la gouvernance locale élaborée par le Ministère français des affaires étrangères ; intervention au séminaire du 28 mars 2008 Pierre Calame

36 Pierre Calame et André Talmant, l'Etat au coeur, le mécano de la gouvernance, Desclée de Brouwer, Paris, 1997, p. 19

Application de la notion de Gouvernance

Pour les secteurs qui nous occupent, à savoir les secteurs de l'énergie et de l'eau dans la zone d'Asie Centrale, on voit bien qu'il faut

- poser clairement qui sont les destinataires des recommandations sur la gouvernance dont ces cahiers visent à faciliter la formulation
- assumer sans se leurrer les limites de telles recommandations

Les parties prenantes de ce cahier sont évidemment les lecteurs du cahier, c'est-à-dire globalement des citoyens de pays développés ou non, concernés par les questions d'énergie et d'eau et leurs implications en particulier en matière d'environnement, et de développement social et économique. Mais il ne faut pas occulter que la position d'un lecteur du Venezuela ne sera pas la même que celle d'un lecteur européen. Et que la réception pourrait en outre différer fort d'un Allemand à un Français ou un Polonais...On peut en outre s'interroger sur la pertinence de formuler des propositions sur la gouvernance au départ de l'Europe et visant les populations d'Asie Centrale.

C'est là un problème qui conditionne toute tentative d'élucidation d'une gouvernance mondiale : car si « La caractéristique première du concept de gouvernance mondiale est de se projeter au-delà de l'idée de gestion de la puissance qui était au cœur des relations internationales »³⁷ dans le même temps la mondialisation, la globalisation et a fortiori la crise financière et économique qui frappe aujourd'hui la planète tendent à donner la prééminence aux enjeux économiques et géostratégiques à court terme, sur les ambitions humanistes et éthiques universelles souvent annoncées mais rarement poursuivies concrètement.

Cependant si l'on revient à nos thématiques, la « sécurité énergétique » ne recoupe pas seulement la notion de sécurité des approvisionnements en hydrocarbures : elle s'entend comme un équilibre au niveau mondial entre l'offre et la demande d'énergie, en prenant en compte les problématiques du changement climatique (efficacité énergétique, développement d'énergies sobres en carbone) et celle du développement (accès à l'énergie pour tous). Il s'agit de garantir l'accès durable à l'énergie pour tous à un prix raisonnable et dans le respect de l'environnement.

L'accroissement rapide de la demande d'énergie - la demande globale d'énergie primaire doit augmenter de plus de 55% d'ici 2030 selon l'Agence Internationale de l'Energie - constitue un défi majeur pour nos sociétés. Selon l'AIE, les trois principales sources d'énergies fossiles (pétrole, gaz naturel et charbon) resteront dominantes, en couvrant encore en 2030 environ 80% des besoins. La pression sur les ressources gazières serait la plus forte.

37 Arnaud Blin et Gustavo Marin, Juillet 2007

Comme les ressources, la demande mondiale d'énergie est très inégalement répartie, et près de 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services énergétiques modernes. Les principaux consommateurs sont : les Etats-Unis (22% du total), l'Union Européenne (16%), la Chine (15%), la Russie (6,5%), le Japon (5%), l'Inde (4%), l'Allemagne (3%) et le Canada (3%). Les pays du G8 consomment 46% de l'énergie mondiale. La répartition géographique des nouveaux besoins va entraîner une recomposition des flux.

La Commission Européenne a présenté le 13 novembre 2008, dans le cadre de sa « seconde analyse stratégique », un plan d'action en matière de **sécurité et de solidarité énergétiques**. Il est articulé autour de cinq axes :

1. répondre aux besoins en infrastructures et à la **diversification des sources** d'approvisionnement eau;
2. renforcer les relations extérieures dans le domaine de l'énergie ;
3. développer des mécanismes de réaction en cas de crises (stocks de pétrole et de gaz) ;
4. renforcer **l'efficacité énergétique** ;
5. mieux exploiter les ressources énergétiques propres de l'UE.

Sur les trois premiers points, comme on l'a vu, l'Asie Centrale et les relations avec la Russie dans la zone³⁸ sont au cœur de la problématique, et posent donc les questions de gouvernance à l'échelle globale et de l'Europe, des relations internationales, multi et bi latérales. Les points 4 et 5, eux, impliquent davantage l'échelle européenne, nationale, régionale, locale et même citoyenne.

Dans le contexte actuel de la crise, dont même les plus optimistes n'espèrent pas la sortie avant 2010, l'articulation avec les points 4 et 5 se fait sur les axes suivants, qui appellent une nouvelle gouvernance à l'échelle nationale, régionale, locale et individuelle:

- Réforme globale de la finance pour servir un développement humain durable centré sur la personne
- Restaurer/protéger/développer les économies locales, sans céder aux sirènes du protectionnisme
- Réformer les politiques monétaires et budgétaires et les mettre au service du développement durable
- Réduire les émissions de gaz et restaurer les écosystèmes
- Accélérer la croissance de l'économie verte et créer de nouveaux emplois.

Pour servir de point de départ à la réflexion, le tableau ci dessous propose une grille d'évaluation de la gouvernance pour les pays de la zone qui nous occupe. Ce tableau est construit sur les

critères de gouvernance de la Banque Mondiale³⁹, qui on le voit privilégient des aspects économiques et néolibéraux plutôt que *la dimension éthique, sociétale, le processus démocratique et la lutte contre la pauvreté et les inégalité, le développement économique et social durable, l'accès de tous les êtres humains aux droits fondamentaux qui forment pourtant le socle de la gouvernance telle qu'entendue par la FPH.*

Indicateurs de Gouvernance en Asie Centrale

	Kazakhstan	Kirghizstan	Tadjikistan	Turkménistan	Ouzbékistan
Stabilité politique	Haute	Très faible	Stabilité moyenne avec risque considérable	Haute stabilité, mais risque considérable	Stabilité moyenne avec haut risque
Droit d'expression et Responsabilité	Faible	Moyenne	Faible	Nulle	Nulle
Contrôle de la corruption	Moyen-Faible	Très faible	Faible	Faible	Faible
Reformes Administratives et Modernisation	Moyen	Moyen-Faible	Faible mais en progrès	Faible	Faible
Risque en matière de sécurité	Interne-moyen Externe-moyen	Interne-haut Externe-haut	Interne-haut Externe-haut	Interne-haut Externe- haut	Interne-haut Externe- haut

Source : World Bank's governance indicators, and data from the Centre for International Development and Conflict Management on security.

Dans les propositions qui suivent et qui se veulent point de départ pour le travail en réseau de tous les citoyens prêts à s'investir il conviendra de retenir trois axes principaux :

- articuler les échelles de gouvernance (subsidiarité active),
- penser autrement la mobilisation des acteurs (coproduction du bien public, institution des acteurs, entrée en partenariat),

³⁹ Il n'est pas innocent de rappeler que la notion de gouvernance apparaît dans le discours de la Banque en 1989. Les statuts dont elle s'est dotée en 1949 lui proscrivaient toute ingérence politique dans les affaires de ses débiteurs. La Banque a donc d'abord contourné l'interdit en technicisant les questions politiques, qui sont de fait devenus des problèmes de management.

- construire une nouvelle ingénierie institutionnelle (objectifs, principes éthiques, procédures et manières de faire au lieu de compétences, institutions et règles).

4- PROPOSITIONS

Faire progresser le concept de bonne gouvernance lorsqu'il est « imposé » aux pays d'Asie Centrale comme conditionnalité de l'aide.

Propositions

L'émergence d'une gouvernance mondiale passe par **l'affirmation et la mise en oeuvre de principes** qui sont souvent énoncés mais rarement sérieusement pris comme **mesure de l'action publique ni comme conditionnalités de l'aide**, quand les intérêts nationaux entrent en jeu voire en conflit.

Le cas de l'épisode d'Andijon (Ouzbékistan) est significatif à cet égard : Le 13 Mai 2005, les forces de sécurité ouzbek ont écrasé des protestataires⁴⁰. Malgré des demandes d'enquête parlementaire et internationale, les Etats-Unis sont restés assez silencieux, cela, pour éviter une remise en question de leur accès aux bases ouzbeks. Lorsqu'ils ont finalement soutenu un plan des Nations unies auquel s'opposait le gouvernement Ouzbek, les Etats-Unis ont été expulsés des bases ouzbeks.

Dans le même temps, l'Union Européenne est plus soucieuse de s'assurer le concours ouzbek dans une stratégie régionale qui vise à la fois à conforter sa présence et ses intérêts tout en soutenant une évolution progressive vers plus de démocratie, que d'appliquer des sanctions qui pourraient faire le jeu, selon certains, des mouvements islamistes qui se présentent comme alternative au gouvernement en place. Par ailleurs les pays membres de l'UE, autrichiens, allemands, français etc. semblent plus affairés dans leurs rivalités économiques que préoccupés du respect de normes et standards environnementaux, ou des agenda de développement économiques et de la lutte contre la pauvreté...

Pour sa part, le gouvernement allemand, pour garder l'accès à la base de Termez (Ouzbékistan) n'a que très peu réagi aux événements d'Andijon, et même, aux dires d'un article du Spiegel, dépenserait beaucoup⁴¹ pour rester dans les bonnes grâces du gouvernement. Ainsi, dans le cas de l'Ouzbékistan, l'Allemagne ne saurait ôter de leur efficacité⁴² aux sanctions imposées par l'UE pour le seul intérêt de conserver ses privilèges à la base aérienne de Termez.

Le même schéma s'est reproduit au Kirghizstan, où les USA se sont attaché l'appui du gouvernement Akaiev au travers d'une aide économique importante, parfois assez directement

40 Selon les autorités, 130 morts. Selon des observateurs indépendants (ONGs etc°) 800 morts. Selon les forces de l'ordre, des terroristes ou sympathisants de terroristes islamistes. Selon des journalistes, des voix de l'opposition et des organisations civiles, une réaction provoquée par l'emprisonnement arbitraire de 23 hommes d'affaires...

41 Voir Christian Neef 'germany's favorite despot' Spiegelonline 2 aug 2006 ; les frais comprennent des contrats de services et des chambres et séjours en hôtel...

42 Alors que l'UE refusait des visas à 12 officiels ouzbeks, Zorkijon Almatov, l'organisateur du massacre d'Andijon venait se faire soigner à Hanovre

corruptrice⁴³. Depuis la chute d'Akayev, sous le président Bakiyev, un nouvel accord a été conclu, dont les éléments sont eux aussi sujets à caution.⁴⁴ Il faut souligner que ces brèches dans les fondements « moraux » de la gouvernance, se révèlent somme toute inutiles voire contreproductifs puisqu'au final les US viennent de se voir signifier leur expulsion des bases du Kirghistan... ce qui permet d'ailleurs une relance, ou du moins une ouverture, du dialogue avec l'Iran.

En termes de gouvernance pour l'Asie Centrale, la question majeure est donc celle du décalage entre ce qui est pratiqué par les pays « partenaires » de la zone au nom de la « real politik », et le respect de leurs propres principes et engagements : droits de l'homme, état de droit, transparence financière, normes environnementales, objectifs du millénaire....

Proposition 1: Une mobilisation pour des relations plus fortes avec la société civile de l'Asie Centrale

Il faut donner une forte visibilité aux situations où se dévoile clairement les déviations entre les pratiques et les principes affichés : Comme le souligne le rapport 2004 de l'ODHIR : « Un public bien informé est un pré-requis pour le bon fonctionnement de la démocratie »⁴⁵.

- Il y a donc là un grand rôle à jouer pour les journalistes et les groupes de pressions de la société civile. Utiliser mieux les ressources d'internet et les fora internationaux pour faire circuler l'information permettrait à la société civile de mieux se mobiliser pour défendre les valeurs et principes de ses organisations. Mais la barrière de la langue, l'histoire fait que la société civile des pays occidentaux a peu de contacts et de relations suivies avec cette région du monde. Un travail de mobilisation doit donc être fait.

Proposition 2 : Explorer toutes les voies possibles pour sortir de la contradiction entre besoins énergétiques de l'Europe et défense de valeurs et de principes en Asie Centrale.

L'élément crucial dans la stratégie d'engagement de l'Union Européenne en Asie Centrale est la contradiction entre la nécessaire diversification de ses sources d'approvisionnement en énergie, et la promotion de valeurs comme la démocratisation, la défense des droits de l'homme, la réforme de la justice, l'émergence de la société civile et le soutien de media indépendants.

43 Environ 40 à 60 millions de dollars par an depuis 2002 ; sans compter 207 millions de dollars pour des contrats de kérosène dont 87 millions à Manas International Services, compagnie privée de Aydar Akayev, le fils du président...et 32 millions à son gendre, Adil Toyganbayev

44 Alors que le président Bakiyev muselle l'opposition et exerce le pouvoir de manière autoritaire et musclée, les USA s'assurent – au prix de 150 millions de dollars annuels-- la continuité de la possibilité d'utiliser la base de Manas

45 OSCE Human Dimension Seminar: Democratic Institutions and Democratic Governance
Warsaw, 12-14 May 2004, p.5

- Il est important que **le citoyen dont le gouvernement engage la responsabilité** dans des choix tels la diversification énergétique mesure pleinement l'impact démocratique de telle ou telle option. De ce point de vue, la politique européenne doit être plus explicite.
- En contrepartie, les organisations de la société civile doivent s'engager davantage sur ce dossier pour explorer les voies qui permettraient de sortir de cette pesante contradiction.

Proposition 3 : Fixer des seuils et des conditionnalités fondées sur nos valeurs phares

Il ne faut pas figer les choses et, surtout dans le contexte de crise actuel, il faut rester attentif aux contraintes au développement et privilégier le dialogue chaque fois que cela est possible. Mais il est contreproductif de paraître incapable de réagir, même à la provocation la plus patente. Par exemple, la présidence (tournante) de l'OSCE va bientôt échoir au Kazakhstan. Cette décision, fortement contestée quand elle a été prise, était justifiée par sa valeur incitative à un fonctionnement plus démocratique. Qu'en est il aujourd'hui ? Quels engagements ont été pris ? Qui mesure jusqu'à quel point ils ont été mis en œuvre ? On semble plutôt s'orienter vers un jeu de coterie (ceux qui soutiennent, ceux qui résistent) où chacun est plus préoccupé de s'attirer les bonnes grâces (et par conséquent des avantages - énergétiques ou autres -) du Kazakhstan que de l'accompagner vers un développement durable.

- Il faut fixer des seuils et des conditionnalités fondées sur nos valeurs phares à l'intégration des pays et au développement des relations bi, et multilatérales.

Proposition 4 : De la responsabilité des Etats Membres de l'UE et des Firmes.

En Asie Centrale, les complaisances des états sont à la fois dissimulées et aiguillonnées par les multi nationales. On sait par exemple le rôle que jouent les « majors » dans la promotion de certains projets de pipelines et gazoducs, au mépris de la protection de l'environnement et parfois des stratégies de développement, et de la protection des sociétés locales.

Ce sont les contradictions comme celles-ci qui doivent être mises en lumière et seule la société civile, relayée par les journalistes et les médias, et structurée en organisations qui assurent la mobilisation des masses sera en mesure de résister aux grands groupes au travers desquels s'affrontent les états.

- Les sociétés civiles des pays où s'aiguisent les rivalités doivent demander des comptes à leurs gouvernements, et au besoin s'unir pour réclamer ensemble les mêmes pratiques appuyées sur les mêmes valeurs. C'est à ce prix que pourra cesser ce marchandage tactique qui, en favorisant celui-ci ou celui là, affaiblit chacun et nuit à tous.

- Il faut donc réfléchir aux moyens de mobiliser les sociétés civiles, par delà les intérêts tactiques ; tirer parti des technologies nouvelles ; utiliser toutes les ressources (lobbying, campagnes médiatiques...).

Proposition 5 : Développer l'observation des pratiques démocratiques en Asie Centrale.

Il faut tenter de contrer le mouvement des pays d'Asie centrale, fortement appuyés par la Russie en sous-main, pour limiter la capacité d'observation de l'OSCE et en particulier, mais pas seulement, de son bureau d'observation des élections (Office for Democratic Institutions and Human Rights) ⁴⁶. Il convient d'adopter la ligne directrice retenue par l'ODHIR : "la société civile peut contribuer à renforcer la gouvernance démocratique d'une manière constructive et critique en mesurant la performance démocratique des institutions au travers de leur monitoring et du dialogue avec toutes les branches du gouvernement ⁴⁷».

- Il faut donc développer l'observation des pratiques démocratiques (et sa diffusion), dans les pays d'Asie centrale comme dans tous les autres (puisque nous avons essayé de mettre en lumière l'interconnexion de toutes les pratiques, et de l'économie et du politique à l'heure de la globalisation et de la mondialisation) et le développement d'instruments ad hoc pour ce faire (tableau d'indicateurs, etc...).

Proposition 6 : Soutenir des actions de développement régional.

Le cas spécial de la Ferghana nous amène à formuler une proposition portant sur l'échelle pertinente sur laquelle agir: La gouvernance des trois pays qui sont inextricablement imbriqués dans cette vallée requiert une structuration concertée pour assurer les droits de chacun des groupes ethniques, et permettre l'activité économique dans l'enchevêtrement des routes et des frontières. C'est à l'échelon régional seul que peut se développer la vallée, contrairement aux pratiques du passé qui consistaient souvent à opposer les communautés locales pour promouvoir les visées nationalistes de leurs gouvernements.

Dans le contexte des dynamiques d'intégration régionale, cette échelle offre des solutions à la gestion des collectivités infra mais multi étatiques : dans la vallée de la Ferghana, autour de la mer d'Aral, de la mer Caspienne, et plus généralement au niveau des communautés transfrontalières).

⁴⁶ Voir le sommet 2006 où la proposition russe soutenue par tous les états d'Asie Centrale réduit considérablement le mandat de l'OSCE

⁴⁷ "Civil society could contribute to strengthening democratic governance in a constructive and critical way by assessing the democratic performance of institutions through oversight of, and dialogue with, all branches of government" See OSCE Human Dimension Seminar: Democratic Institutions and Democratic Governance

Des espaces politiques de cogestion peuvent alors être créés entre ces différentes communautés. Mais au-delà de l'échelle de la vallée de la Ferghana, au niveau de la région même qui nous occupe, tout est à faire pour penser l'articulation d'une gouvernance régionale avec la volonté de différenciation de ces 5 pays, qui n'ont pas d'unité ethnique, ni linguistique⁴⁸, ni surtout le même profil économique.

- A cet égard l'initiative à soutenir, et approfondir serait la Commission interétatique pour la coordination de l'eau en Asie centrale, dont la formation, prometteuse, ne débouche pas encore sur des améliorations sensibles mais reste un laboratoire pour une nouvelle gouvernance de l'eau.
- De même, des initiatives privées (telles Solidarité eau suisse⁴⁹, concertation menée conjointement par la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), un groupe interdisciplinaire d'experts (AGUASAN), plusieurs œuvres d'entraide suisses et la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux) permettraient d'explorer concrètement une gouvernance transnationale, unissant partenaires publics et privés et pourrait fournir un 'modèle' à enrichir d'expériences menées ailleurs⁵⁰.

Proposition 7 : Développer un inventaire commun de standards et normes en matière d'énergie et d'eau.

Il est nécessaire, si l'on veut réduire les tensions dans la zone, de développer un inventaire commun de standards et normes en matière d'énergie et d'eau, lié aux structures, procédures, et pratiques des institutions globales (UN, EIA, WTO) multinationales (EU, OECD, ECT) parlements et institutions d'état, avec l'accent mis sur la transparence, la consultation citoyenne et la diffusion de l'information.

En particulier, ce travail doit se focaliser sur :

1. la spécificité des ressources énergétiques et en eau ; l'élaboration d'un statut particulier de ces deux ressources clefs en examinant en particulier leur nature de « biens globaux » et la nécessité de prendre en compte, dans leur gestion, au-delà de la dimension économique

48 Si l'on n'y prend garde, l'Asie centrale pourrait se balkaniser, pour des motifs de civilisation et de langue : les Etats « turques », le Turkestan, le Kirghizstan et avant tout l'Ouzbékistan, dominés par les langues turkmènes, le regard par conséquent tourné vers la Turquie, s'opposent avec virulence aux Etats persophones.

49 Cf www.solidariteausuisse.ch

50 On pense à l'Assam versus le Bangladesh, à Israël vis-à-vis de la Palestine/Gaza...

et sociale, les aspects environnementaux.

2. Revisiter l'utilisation et les capacités des institutions existantes (EIA, ECT⁵¹) pour favoriser l'information et la transparence sur les liens entre énergie et environnement, énergie et développement, eau et développement humain, eau et prévention des conflits.
3. Promouvoir l'intégration des nouveaux acteurs/parties prenantes, et les consommateurs plus que producteurs, dans des instances de régulation et de mitigation des conflits spécialisés dans les ressources en énergie et en eau.
4. Les points spécifiques de la législation permettant une participation concrète de la société civile aux décisions concernant les ressources énergétiques et l'eau, en assurant notamment la possibilité de participer aux minorités.
5. Le Respect de l'égalité à l'accès à l'information et à la participation des femmes.
6. La promotion et l'ajustement aux spécificités locales des recommandations formulées par les Nations Unies et le Conseil de l'Europe en particulier.
7. La formation de réseaux/groupes de travail pour faire progresser les thématiques de la gouvernance en matière d'énergie et d'eau, et assurer la dissémination des expériences qui marchent.

Proposition 8 : Dans le domaine spécifique de l'eau : Développer des mécanismes d'interaction entre le public et les autorités gouvernementales.

Ces mécanismes peuvent se concrétiser par la tenue de consultations et rencontres civiques et par le soutien et la promotion à des pratiques démocratiques directes dans les prises de décision au niveau local et national.

En particulier,

1. Promotion de formations spécifiques pour les fonctionnaires, avec des modules axés sur les modalités de coopération entre le secteur privé et l'Etat, et privilégiant la forme du partenariat et non la création de dépendance.
2. Faciliter à tous les niveaux la prise en compte des questions environnementales et l'étude de la mise en cohérence de toutes les décisions en matière énergétique (accords et

51 Energy International Agency: ou Agence Internationale pour l'Energie : Créée en 1974 suite au premier choc pétrolier, l'Agence internationale de l'énergie est une organisation internationale destinée à faciliter la coordination des politiques énergétiques des pays membres. L'AIE s'est tout d'abord donné pour but d'assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques (pétrole principalement) afin de soutenir la croissance économique. Elle entend accomplir aujourd'hui cet objectif, tout en contribuant à la protection de l'environnement, à la réflexion sur les changements climatiques et sur les réformes des marchés. Energy Charter treaty

protocoles globaux, accords internationaux, politiques énergétiques et mesures fiscales et incitatives nationales)

3. Valorisation de l'engagement civique, par le biais de la formation (scolaire, universitaire) et organisation régulière de vulgarisation – au sens positif du terme—à destination de la presse afin de multiplier l'impact des travaux/ résultats/recommandations des groupes techniques. De ce point de vue l'exemple à méditer est celui du GIEC⁵² qui intervient dans la politique internationale, avec des répercussions au niveau national et régional (analyse des risques ; détermination de seuils, quotas et normes) par le biais de comités scientifiques internationaux à la légitimité technique reconnue

Lyon le 23 juillet 2009